

MICHEL BARNIER
«Notre soutien n'est pas acquis», prévient le macroniste Roland Lescure

INTERVIEW PAGES 12-13

ÉCOLE PRIMAIRE
Haro sur la multiplication des évaluations

ANALYSE PAGES 14-15

BIRMANIE
Dans la jungle avec les rebelles karenni

REPORTAGE PAGES 10-11



Libération

JEUX PARALYMPIQUES ET MAINTENANT ?

Succès sportif et populaire, les Jeux ont pris fin dimanche.
 Un élan qui doit se traduire par une véritable inclusion
 des personnes handicapées dans la société française. **PAGES 2-7**

Lors de la finale de cécifoot, samedi. PHOTO SANDRA RUHAUT / ICON SPORT

Libération





Et maintenant ? Et après ? Non, on ne va pas vite en besogne. La cérémonie de clôture des Jeux paralympiques a beau être à peine terminée, dans un Stade de France plein à craquer et euphorisé par la fine fleur de la musique électronique nationale, la question se pose et s'impose. Parce que l'enjeu de cette salve «para» dépasse le seul succès de l'événement festif et sportif. Bien sûr, il fallait impérativement que le public réponde présent, quinze jours après des olympiades triomphantes. Sinon il y aurait eu indignité hexagonale : depuis les Jeux paralympiques de Londres en 2012, qui restent une référence, l'intérêt pour le raout quadriennal ne s'est pas démenti. Toutefois, n'oublions pas qu'il a fallu le phénomène d'aspiration des JO pour que les billets des Jeux paralympiques (pourant bien plus abordables) commencent à trouver massivement preneurs.

Mercredi, quatre jours avant la fin des épreuves de paraport, le président du Comité d'organisation de Paris 2024, Tony Estanguet, se réjouissait que le seul des 2,4 millions de billets vendus ait été dépassé, et indiquait que «l'objectif désormais est d'atteindre les 2,5 millions. Ce serait incroyable, mais c'est possible». Quand bien même ce Graal-là aurait été trouvé, beaucoup reste à faire pour atteindre le plus signifiant : que l'inclusion des personnes porteuses de handicaps dépasse l'incantation, qu'elle se concrétise. Le cas des enfants qui peinent encore à trouver leur place dans les dispositifs de scolarité l'a crûment rappelé à l'occasion de la rentrée des classes : ils paient toujours les pots cassés d'un échafaudage commun qui n'a pas pris en compte le handicap, ou qui le confine dans l'antichambre de la société.

«ON N'EST PLUS INVISIBLES» Il s'est néanmoins passé quelque chose d'important avec ces dix jours de paraport de haut niveau. D'abord, un certain succès sportif : 75 médailles, dont 19 en or, placent la France huitième au classement des nations. Ensuite, et surtout, disent tous ceux qui y ont participé, athlètes, encadrants ou spectateurs : une barrière est tombée, celle du regard, de l'a priori. «Le public français montre aujourd'hui qu'il est véritablement en avance par rapport au défi de l'inclusion, affirmait pendant la compétition Tossaint Akpweh, coach de l'équipe de France de céfiofoot, engagé dans cette discipline depuis plus de deux décennies. Au pied la tour Eiffel (où se jouait le céfiofoot, ndr), les gens vibrent football. Et si vous posez la question de ce qu'ils ont vécu, ils vont certes parler des moments où des joueurs cherchaient le ballon, ce qui leur a rappelé que le joueur était non-voyant, mais la plupart du temps, ils regardaient du foot. Et ils repartent avec tout sauf un regard compatissant sur une personne invalide. Ils repartent avec une image de personnes extrêmement compétentes et talentueuses.» Habitante de Bailly-Romainvilliers (Seine-et-Marne) et agente à

JEUX PARALYMPIQUES Un tremplin vers l'inclusion ?

Athlètes, encadrement, organisateurs, spectateurs... tous espèrent que l'énergie et la ferveur de la paralympiade, qui s'est achevée dimanche, ouvriront des perspectives pour les personnes en situation de handicap, dans le sport et dans la société.

Par

SABRINA CHAMPENOIS, DAVID DARLOY
et JULIEN LECOT

la CPAM, Claudine, 59 ans, est venue à Paris soutenir l'escrimeur tricolore Yohan Peter. Elle pointe l'impact pédagogique de ce changement de perspective sur le handicap : «C'est aussi très important pour les enfants qui en sont porteurs, ça leur montre qu'ils peuvent faire du sport.» Son amie Pauline, 30 ans, de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), qui travaille dans la communication, remarque qu'avec toutes les différentes catégories, on se rend compte de la diversité du handicap, de tout ce dont sont capables ces athlètes. Autant que les athlètes valides, en fait. Comme ces Jeux ont lieu dans les mêmes infrastructures que les JO, c'est une belle vi-

trine et ça va ouvrir un peu les yeux de tout le monde». Au demeurant, l'inclusivité doit se faire dans toutes les directions. Double médaillée à Paris, la paracyste Marie-Paule Toussaint se réjouissait, après son contre-la-montre en cyclisme sur route à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), du cadre dans lequel elle venait de pédaler : «Je crois fort à l'héritage de ces Jeux paralympiques. Alors oui, pour les JO, ils ont eu le droit aux beaux quartiers parisiens [les épreuves de cyclisme enchaînaient les quartiers carte postale], mais c'est bien aussi de privilégier d'autres endroits qui n'ont pas forcément accès à tout ça. Je suis extrêmement fière de faire

découvrir le sport paralympique dans la banlieue parisienne. S'il y a ne serait-ce que quelques personnes en situation de handicap qui, en nous voyant passer, ont pu se dire "moi aussi je peux aller faire du sport", c'est formidable.» En écho, Faïza Reny, habitante de Créteil (Val-de-Marne), lui répond avec émotion : «Là, on n'est plus invisibles, à part, on est ensemble, on fait partie d'un tout.» La quadragénaire en fauteuil est volontaire pour Paris 2024, et s'avère être vice-présidente déléguée du Comité régional Ile-de-France handisport. Celle qui a aussi été porteuse de la flamme olympique ajoute : «On espère que le soufflé ne va pas retom-

ber et que ces Jeux vont amener des gens au sport. J'y crois. Par exemple, qui connaissait la boccia avant qu'Aurélien Aubert devienne championne paralympique et que tout le monde parle d'elle ? Je suis sûre que le nombre de licenciés de son sport va doubler grâce à elle. C'est ça l'effet des Jeux.»

Effet papillon ? Les petits et grands exploits de cette paralympiade ont déjà fait gagner en visibilité aux sports, constate l'encadrement. Laurent Thirionet, le manager de la haute performance du paracyclisme français : «J'ai reçu plein de mails et de messages via les réseaux sociaux. Ça va être un booster énorme.» Chrystel Bernou, conseillère technique nationale et manager des équipes de France de volley assis : «Je sais que certains clubs ont déjà été contactés par des gens qui veulent essayer le volley assis. Ces Jeux paralympiques, ça a été de l'inclusion, de la bienveillance et de la reconnaissance, et il faut que ça éclabousse toute la société française.» Fanny Delaval, conseillère technique nationale et cheffe d'équipe de la délégation française de paradrassage : «J'ai déjà reçu je ne sais combien de mails de demandes, on sent que ces Jeux inspirent des gens qui n'avaient peut-être pas osé jusque-là. Il faut maintenant espérer que dans le sillage de cet élan, le regard de la société dans son ensemble progresse. Parce qu'il est beaucoup question d'inclusion et de diversité ces temps-ci, or le handicap est une différence parmi d'autres, et il faut cesser d'avoir peur de la différence.»

«BASE POUR L'AVENIR»

Avec ces Jeux qui ont fait le plein d'intérêt, sur les sites de compétitions comme dans les médias (France Télévisions y a accordé le même temps d'antenne qu'aux Jeux olympiques), la France dispose d'un tremplin idéal pour des actions de fond. «Il faut penser à l'après -Paris, au défi de l'inclusion, avertit Tossaint Akpweh. Il faut qu'après les Jeux, le grand public, les gens qui financent le football, les politiques, tout l'écosystème autour du football, investissent dans ce sport pour que ces footballeurs le soient à part entière, et pas entièrement à part. Pour l'instant, ils sont sur le bord de la route.»

Les politiques publiques en matière de handicap, la visibilité, l'accessibilité, et surtout le financement de ces mesures sont le nerf de la guerre. Ludvine Munos, triple médaillée d'or en paranatation et aujourd'hui chargée des questions d'accessibilités au Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, parle d'une première pierre pour le futur : «Tout le dispositif qui a été mis en place pendant ces Jeux comme les accès PMR, l'audiodescription, le vision pad... C'est du jamais-vu à l'échelle de la France. Évidemment, tout est améliorable. Mais on espère que ça servira de base pour l'avenir et que ceux qui arriveront après nous feront encore mieux.» Les Jeux paralympiques ont nourri un grand espoir. Saura-t-on ne pas le gâcher ?



Les porte-drapeaux français Aurélie Aubert (boccia) et Tanguy de La Forest (para-tir sportif), lors de la cérémonie de clôture, dimanche. PHOTO GEOFFROY VAN DER HASSELT. AFP

«Les politiques s'intéressent plus aux médailles qu'à l'application de la loi sur l'accessibilité»

Pour l'historien de l'éducation physique et du handicap Yacine-Xavier Tajri, les Jeux sont aussi «le moment de faire valoir des revendications» en faveur de l'inclusion des personnes handicapées.

Particulièrement suivis par les supporters, relayés par la presse et encensés par les politiques, les Jeux paralympiques de Paris 2024 sont un succès. Ces dix jours de compétition permettront-ils de rattraper les années de retard de la France pour l'inclusion des personnes handicapées dans nos sociétés et dans le sport ? Pour

Yacine-Xavier Tajri, maître de conférences en Staps à l'université Gustave-Eiffel de Champs-sur-Marne et historien de l'éducation physique et du handicap, cette «vitrine» doit laisser la place à plus d'efforts pour, notamment, faire respecter la loi de 2005, qui prévoit notamment la mise en accessibilité des établissements recevant du public, catégories très vaste englobant commerces, écoles, transports, etc.

Les Jeux paralympiques touchent à leur fin. Quel bilan en tirez-vous ?

C'est pour moi une agréable surprise. Je ne pensais pas qu'il y aurait un tel engouement et autant de spectateurs qui répondent présents. J'ai vu un changement dans les tribunes. Beaucoup de personnes valides viennent assister à ces Jeux paralympiques. Et j'ai l'impression qu'il y a de nouveaux débats dans la

société autour du handicap, un changement de point de vue global de la part des valides. Il sera surtout important de voir après les Jeux s'il y a toujours cet engouement autour du handicap et du parasport. D'ailleurs, dans le projet de candidature pour Paris 2024, l'héritage a été placé au cœur des engagements.

N'est-ce pas une belle vitrine ?

Il y a un effet vitrine d'un point de vue politique. Les politiques parlent beaucoup du handicap et du paralympisme, les médias aussi. Mais c'est peut-être aussi le moment de faire valoir des revendications.

Alors que seulement 1,4 % des clubs sportifs sont en capacité

d'accueillir des personnes en situation de handicap, les JOP peuvent-ils permettre de rendre le sport plus accessible ?

On pourrait penser que oui, mais il y a beaucoup de limites. Ces trois dernières années, il y a eu des actions de sensibilisation au handicap à destination des sportifs valides dans certaines écoles, certains clubs. En termes d'inclusion, il faut penser les inégalités territoriales. C'est bien la ville de Paris qui accueille les Jeux paralympiques, et non la France. Les investissements effectués en Île-de-France font que ce territoire sera mieux doté en infrastructures que le reste du pays. On a par exemple construit un stade nautique à Vaires-sur-

Marne (Seine-et-Marne), pas en Alsace. Les grandes villes ont plus de moyens pour faire des chantiers, même s'il y a encore un déficit clair d'accessibilité pour les personnes handicapées. Quand une ville a un réel souhait de trouver de la place pour construire des infrastructures adaptées, elle en trouve.

Où en est la France en matière d'accessibilité de l'espace public aux personnes en situation de handicap et d'inclusion dans la société ?

La loi de 2005 [sur l'accessibilité] a été assez peu appliquée. Elle fixait des objectifs pour 2015, mais le bilan est mauvais, et on s'en rend compte encore aujourd'hui. Les nouveaux bâtiments sont aux normes, mais pas les anciens. Les politiques s'intéressent plus aux médailles qu'à l'application de cette loi. Par ailleurs, il y a un problème dans la représentation que se fait l'opinion du handicap. On pense tout de suite à la FMR [personne à mobilité réduite] en fauteuil roulant, c'est d'ailleurs ce que représente le sigle «place réservée aux FMR» sur les parkings. Mais il y a une diversité de handicaps. Le fauteuil, c'est le handicap visible. Mais il y a aussi la surdité, la malvoyance, les handicaps intellectuels et psychiques...

Recueilli par **JEANNE KOSKAS**



INTERVIEW

Les grands huit

ALEXIS HANQUINQUANT ENCORE CONQUÉRANT

Comme un disque qui tourne en boucle sur le même morceau, les courses d'Alexis Hanquiquant se suivent et se ressemblent inlassablement. Une nouvelle fois, lundi 2 septembre, c'est en tête qu'il passe la ligne d'arrivée du paratriathlon sur le pont Alexandre III, envoyant un coup de prothèse en avant, son geste signature, devant les yeux énamourés de la ministre des Sports, Amélie Oudéa Castéra. «Aux Jeux paralympiques, j'avais deux objectifs : être porte-dra-

peau et la médaille d'or. J'ai réussi la première mission, j'espère faire pareil sur la deuxième», déclarait le longiligne paratriathlète quelques jours avant la cérémonie d'ouverture sur la place de la Concorde. Le deuxième objectif fut lui aussi rempli, presque trop facilement. En s'imposant avec près de trois minutes d'avance sur le Britannique Carson Clough, Alexis Hanquiquant, six fois champion du monde et d'Europe, a prolongé son indécrite invincibilité qui

dure depuis 2019. Se permettant même des ultimes hectomètres plus tranquilles, saluant la foule venue en nombre au bord de la chaussée du centre de Paris, notamment de sa Normandie natale, et multipliant les gestes d'affection et pousées en l'air à qui gueulait son nom. L'athlète de 38 ans, blessé à la jambe lors d'un accident du travail en 2010, a connu à Paris sa deuxième Marcellaise paralympique après celle de Tokyo.

DAVID DARLOW



ALEX WHITEHEAD, SW SHUTTERSTOCK, SPA

ÉMELINE PIERRE L'OR SURPRISE

Au sein de la prolifique délégation française de paratnatation, Emeline Pierre faisait partie des chances de médailles. Les plus fins connaisseurs l'imaginaient accrocher un podium, notamment en 100 m nage libre, derrière l'impressionnante canadienne Aurélie Rivard, recordwoman de la distance dans la catégorie S10. Mais pas grand monde se serait risqué à parier sur une médaille d'or de la Française

de 24 ans qui était rentrée de Tokyo bredouille. Et pourtant. La magie de Paris est passée par là. Poussée par 17 000 spectateurs, Emeline Pierre a fait valdinguer les pronostics. La Paloise qui n'avait connu que l'argent et le bronze à l'échelle européenne et mondiale a fait dimanche 1^{er} septembre la course de sa vie pour se couvrir d'or. Dans le bassin, après, même elle avait du mal à y croire. Il lui a fallu regarder

l'écran géant un paquet de fois pour se convaincre que c'était bien elle, la nouvelle championne paralympique de la discipline. Comme si ça ne suffisait pas, Emeline Pierre a remis ça cinq jours plus tard, grimpant cette fois-ci sur la plus petite marche du podium du 100 m dos, pour une phalange seulement (deux petits centimes). D'une Pierre, deux médailles.

J.L.T



JENNIFER LORENZINI, REUTERS

AURÉLIE AUBERT BINGO À LA BOCCIA

Elle a tellement épaté, enthousiasmé, qu'elle a été désignée porte-drapeau de la délégation tricolore pour la cérémonie de clôture. Le 2 septembre, la Française Aurélie Aubert a battu la numéro 2 mondiale de sa catégorie BCI, la Singapourienne Jerilyn Tan Yee Ting. Au terme de cette finale, elle répondait «je suis très heureuse, mais je me suis fait peur» à l'essai de journalistes qui fondaient sur elle. Nous, on a cru à un coup tactique d'une audace folle : alors qu'elle menait 5-4

dans l'ultime manche, Aubert (qui pointait à la seizième place mondiale) décidait de ne pas jouer les trois balles qui lui restaient. Son adversaire en avait pourtant encore une... Mais négalisait pas, au soulagement général de l'Arena Sud. Or, en zone mixte, Aurélie Aubert révélait avoir en fait mal vu, et cru que Tan Yee Ting avait joué toutes ses six balles. Ça aura au moins permis au grand public de découvrir la boccia, variante de la pétanque, adaptée aux personnes lourdement han-

dicapées. Et de révéler une sacrée jeune femme de 27 ans, originaire de Normandie, qui dit «vivre, manger, dormir boccia». Atteinte depuis la naissance de paralysie cérébrale (d'où des spasmes musculaires, des mouvements involontaires et une difficulté à marcher ou à bouger), Aurélie Aubert est très peu autonome et a besoin de son assistante Claudine Llop pour lancer. Mais sa précision est fulgurante.

SABRINA CHAMPENOIS



HUGO PEIFFER, ICON SPORT

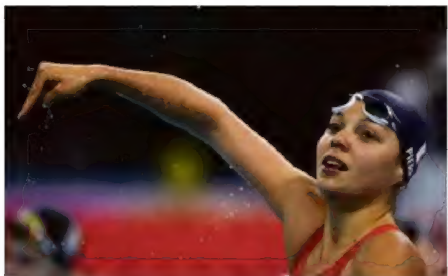
SARAH STOREY SUCCESS STORY

Heidi Gauguain a probablement refait la scène dans sa tête des dizaines de fois depuis vendredi. Après une attaque franche, à un peu plus d'un kilomètre de l'arrivée dans la course en ligne de la catégorie C5, la cycliste française avait enfin réussi à faire le trou sur Sarah Storey, 46 ans, ultrafavorisée de l'épreuve. Heidi Gauguain se voyait, enfin, avec l'or autour du cou. Puis Storey est revenue et elle l'a croquée sur la ligne. La Bri-

tannique s'est offert la première place, encore une fois. Et Gauguain, derrière elle, l'argent, comme l'avant-veille lors du contre-la-montre individuel. La Française est loin d'être sa première victime. Tous les quatre ans, c'est la même histoire : Sarah Storey accumule les titres et ne laisse presque rien à ses adversaires. A Paris, la quadragénaire s'est parée de deux nouvelles médailles d'or en paracyclisme. Le palmarès de

«Dame» Sarah (elle a été anoblie en 2012 par la couronne britannique) s'est encore étoffé : elle compte désormais 30 médailles dont 19 en or, remportées dans deux sports (cyclisme et natation) sur neuf paralympiques. La Britannique a déjà dit qu'elle comptait continuer encore au moins quatre ans, histoire d'être là à Los Angeles. Jamais rassasiée, Storey.

JULIEN LECOT



ANDREW COLLIERIDGE, REUTERS

CHARLES NOAKES LE BAD BOY

Son entraîneur, Mourad Amrani, parle de lui comme d'un boxeur : « Charles est un bagarreur, dans une catégorie qui se rend coup pour coup. » Nous, on a vu un athlète supersonique qui vole de ci de là, inchovable, avec des piqués redoutables, alliage impressionnant de vélocité, de légèreté, de force et d'endurance. Toutes qualités qu'exige le badminton, sport qui nous épuise rien qu'à le regarder. Or, Charles Noakes (né à Londres, son père est anglais) semble pêter la forme à la fin de la finale qui le sacré champion olympique (de la catégorie SH6, réservée aux personnes de petites tailles) face à son ami Krysten Coombs. Il bondit, balance son tee-shirt comme souvent, s'étale en croix. Dans la foulée, au Club France de la

Grande Halle de la Villette où sont célébrés les athlètes, le champion de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) débarque façon Tom Cruise, en se laissant tomber le long d'un fil jusque sur le podium. De quoi confirmer son goût du show et du partage, qui a conquis le public de l'Arena de la Porte de La Chapelle où se déroulaient les épreuves de badminton. Parmi eux, il y avait systématiquement sa mère, qui explique s'habiller de couleurs vives pour que le fiston de 27 ans puisse facilement la localiser et échanger des regards avec elle. Champion et trop mignon.

S. Ch.



A. DAM PRETTY, GETTY APF

CATHERINE DEBRUNNER TROP RAPIDE

On se demande bien comment c'est possible. Dimanche, en passant la ligne d'arrivée du marathon en première position, Catherine Debrunner a remporté sa sixième médaille, la cinquième en or depuis le début de ces Jeux paralympiques de Paris. Alignée sur six distances, du 100 m au marathon, la coureuse suisse en fauteuil (T53) a rayonné dans la capitale française, confirmant sa supériorité et son impressionnante polyvalence : elle est détentrice des records du monde sur 100 m, 200 m, 400 m, 800 m et 1500 m. Atteinte d'une tumeur au coccyx à la naissance qui la rend paralytique, l'athlète de

29 ans s'entraîne entre les Pays-Bas et le réputé Centre suisse de paralympiques de Nottwil, fréquenté aussi par son compatriote Marcel Hug, quadruple médaillé d'or à Tokyo, sacré sur le marathon à Paris. « Pour m'adapter aux différentes distances, mon entraînement doit être varié : il y a les départs à travailler [pour les courtes distances, ndr], du sprint, de l'endurance, j'aime tout », disait-elle dans un français saccadé après sa course sur 100 m et sa médaille d'argent. « Je ne visais pas forcément autant de médailles, je voulais juste être la meilleure version de moi-même sur ces Jeux. » Une fusée qui trace sa route modestement.

D.Da.



STEPHANIE LEFECQ, REUTERS

GABRIEL DOS SANTOS ARAUJO SHOW D'EAU

On l'avait vu à la télé, dans le documentaire *A corps perdus*, dressant les portraits de six paralympiens en lice aux Jeux de Paris. Sa trajectoire stupéfiante – un athlète né sans bras et avec de très courtes jambes, des suites d'une malformation congénitale, que sa mère très croyante a considéré dès le départ comme une bénédiction divine, le poussant toujours vers l'autonomie – crève l'écran. Mais à Paris La Défense Arena, le Brésilien Gabriel

dos Santos Arena, 22 ans, 1 m 21, a non seulement impressionné par ses performances, en réussissant un triplé doré (100 m dos, 50 dos, 200 m nage libre) dans sa catégorie S2, celle des handicaps particulièrement importants, mais il a fait chavirer les cœurs. Déjà, le voir fendre l'eau et l'emporter même sur d'autres dotés de bras, à la seule force de battements frénétiques, est stupéfiant. Et là-dessus, le porteur drapeau de la délégation carioca

fête ses victoires avec une joie contagieuse : il commence par un jet d'eau de la bouche, puis, sorti du bassin, crie « vamoóóó », puis danse. Sur le podium, « Gabrielzinho » (petit Gabriel) fait mine de croquer sa breloque, niche la phryge entre son cou et son épaule, danse encore. Son compte Instagram en explose, passé depuis le début des Jeux paralympiques de 50 000 à 380 000 abonnés.

S.Ch.



MARIA ABRANCHES, REUTERS

FRÉDÉRIC VILLEROUX 10 SUR DIX

Il est obligé de le rappeler tellement il paraît au-dessus du lot : « Le cécifoot est un sport collectif, il ne faut pas oublier ça, je ne suis pas tout seul », saluait cette semaine le capitaine de l'équipe de France, devenue championne paralympique samedi. A 41 ans, le numéro 10 des Bleus a une fois de plus montré l'étendue de son talent, en finale contre les Argentins. Dans une folle embarquée partie de son camp, il a remonté tout le terrain, dribblé deux joueurs et ouvert le score contre l'Albiceleste. C'est encore

lui, lors de la séance de pénaltys, qui se présente face au gardien en dernier tireur pour valider la médaille d'or. « Il est complet, polyvalent, il a une bonne lecture du jeu, il est clairement au-dessus de la mêlée », vante son sélectionneur Toussaint Akpweh. « C'est un extraterrestre, ce qu'il fait avec le ballon, c'est extraordinaire » complète son coéquipier Hakim Arezki. Sur le terrain, Frédéric Villeroix est multifonction : on l'a vu buteur (trois fois à Paris), au pressing les bras à l'horizontale dressés devant lui pour évi-

ter les chocs, en défense pour éloigner les ballons chauds, mais aussi haranguer à maintes reprises les gradins du stade tour Eiffel pour pousser son équipe. Cécifootailleur depuis vingt-cinq ans, il avait annoncé que Paris serait sa dernière paralympiade. Mais on comprend que la décision n'est finalement pas vraiment actée pour l'éducateur sportif : « Ce qu'on vit là, ça donne pas envie d'arrêter c'est sûr. Le corps me dit stop mais la tête dit : "Pourquoi pas ?" »

D.Da.



Le guide Jeffrey Lami et Timothée Adolphe, médaillés d'argent au 400 m catégorie T11, le 1^{er} septembre. PHOTO FLORENCE BROCHORE

Les pépites histoires des envoyés spéciaux de «Libé»

Grisés par les exploits des athlètes et la ferveur populaire, les journalistes dépêchés aux Jeux livrent leurs souvenirs personnels.

À la fin des Jeux olympiques, le 12 août, les journalistes de *Libération* dépêchés pour couvrir les épreuves avaient livré leurs souvenirs personnels de l'événement. Au tour de leur confrères, Julien Lecot, Sabrina Champenois, Florence Brochore et David Darloy, qui émergent à peine de l'intense paralympique qui s'est achevée.

Toutes les flammes de sa vie

Privilegé d'être accrédité, j'en ai vu à la pelle, des médailles françaises. Les cris de joie, les larmes, les sourires, les *Marseillaise*, ça fait toujours un petit quelque chose. Mais de toutes celles que j'ai vues, c'est sans aucun doute la médaille de bronze de Zakia Khudadadi qui m'a le plus touché. Elle n'est pas Française, du moins pas encore (elle espère être prochainement naturalisée). Mais le 29 août, dans un Grand Palais comble, l'Afghane, qui concourait en para-taekwondo sous la bannière de l'équipe paralympique des réfugiés, a été poussée comme une tricolore. Et moi, depuis les tribunes, j'ai vibré avec elle plus qu'avec n'importe quel autre Français. J'ai même eu les larmes aux yeux quand elle a fait le tour de l'octogone dans les bras de sa

coach Haby Niaré avec un drapeau des réfugiés et un autre bleu blanc rouge. Si son podium nous a tant émus, les 8000 spectateurs du Grand Palais et moi, c'est qu'il représente tellement plus qu'un accomplissement individuel. Deux semaines avant les Jeux, dans la cafétéria de l'Insep où elle s'entraîne depuis trois ans, Zakia Khudadadi m'avait raconté son histoire. Elle m'avait parlé de sa fuite de Kaboul, en août 2021, à deux semaines des Jeux de Tokyo où elle avait échoué, forcément, à accrocher un podium. Elle m'avait dit tout ce qu'une médaille paralympique représenterait pour les femmes de son pays. À peine le podium assuré, c'est sans surprise à toutes celles qui n'ont pas eu sa chance de pouvoir échapper aux talibans que Zakia Khudadadi a dédié sa médaille. Et puis, entre deux applaudissements au milieu de la meute de journalistes, l'Afghane de 25 ans m'a reconnu. Elle m'a lâché un petit «hey, salut!» sous le regard interloqué de mes confrères. Ce n'est pas grand-chose, mais ça m'a touché. **J.Lt**

Emportée par la foule

«Merci au public qui est vraiment génial, qui nous porte.» Cette phrase, on l'a tellement entendue, des JO, que j'en ai vite déduit que le brief des communicants était parfaitement intégré, que tous les athlètes allaient passer la brosse à reluire. Mais même les confrères embrayaient, rapportaient que l'ambiance était folle, fervente et

bon enfant à la fois, sur tous les sites de compétitions. Ah bon. Donc, même le Français, cet être contradictoire à l'aura ambivalente, alliage de romantisme, de hargne et de cyclothymie, peut être content et sympa. Pas étonnant que la quinzaine olympienne ait pris des airs de miracle. Le contexte s'y prêtait, entre élections flippantes et grandes vacances : envie de relâchement et d'apaisement. Pas sûr qu'une nouvelle parenthèse allait pouvoir se rouvrir pour les Jeux paralympiques, alors que le handicap reste sur le seuil de la société française (*lire page 3*). Du coup, la surprise a été divine. Se retrouver dans le Grand Palais secoué par le martèlement de 5000 paires de pieds, c'est impressionnant. Entendre l'Arena Sud résonner de «*Aurélié! Aurélié!*» (*Aurélié*, voir pages 4-5) alors que, franchement, qui connaît la boccia? Ça vous réconcilie avec la vie. Mais alors, entendre l'immense clameur accompagner les vingt-cinq derniers mètres d'un nageur espagnol en S1 (la catégorie des handicaps les plus sévères), même si tous ses concurrents avaient déjà «touché»... Là j'ai eu la poussière dans l'œil. À avoir envie d'embrasser le confrère japonais que j'avais pour voisin en tribune de presse et qui jetait des coups d'œil effarés à mon bazar (ordinateur, carnet de notes, gourde, fruits secs...) — lui qui travaillait droit comme un i avant préparé des fiches dignes d'un tableau Excel. On a tout de même partagé un sourire. Cet enthousiasme, je l'ai

retrouvé partout. Dès les premiers jours des épreuves de boccia, par exemple. Les spectateurs (comme beaucoup de journalistes) découvriraient ce sport qui inclut le grand handicap. Ils disaient être là pour ça, ouvrir leurs écoutilles. Que ces athlètes en fauteuil, dont certains tiraient avec une baguette de bouche ou de tête, les épataient par leurs performances. Samedi, lors des épreuves de paradrage à Versailles, le public a tenu, malgré la pluie et la frustrante consigne de silence. Les athlètes ont tous dit combien cette ferveur était porteuse, d'ailleurs nombre d'entre eux s'y sont adossés, en échangeant avec le public. Pour ma part, même si je le sais fugace, cet élan solidaire et joyeux m'a fait entrevoir ce qui est possible quand chacun sort des tranchées respectives. **S.Ch.**

Si la photo est bonne

Comme à chaque arrivée sur un site de ces Jeux paralympiques, le défi pour la photographe que je suis est de trouver la meilleure place pour saisir une arrivée, un match, un passage d'athlète. Sachant que la taille de mes objectifs n'atteint pas tout à fait celle de certains photographes de sport aguerris, et que ma pratique est plutôt habituellement de me rapprocher, j'essaie de me mettre au plus près. Le 1^{er} septembre, au Stade de France, je découvre un site immense. L'enjeu est d'immortaliser l'arrivée de Timothée Adolphe et de son guide, Jeffrey Lami, grands fa-

voris du 400 mètres (catégorie T11). Après trois tentatives auprès d'agents de sécurité pour me placer directement sur la piste (et trois refus), je me glisse comme si de rien était derrière un photographe bien plus accrédité que moi. Ça passe. J'évite de croiser le regard des «photos managers», qui contrôlent les accès de ma profession à la compétition. Je suis merveilleusement placée. Ce soir-là, mon plaisir à photographier l'arrivée du Français au 400 mètres au plus près n'aura d'égal que la tristesse de Timothée Adolphe, qui termine allongé sur la piste, la tête dans les mains. Il visait l'or et le méritait sûrement, mais ne décroche «que» l'argent. Son guide tentera de le réconforter, sans succès. Mon sentiment de petite victoire professionnelle (m'être approchée malgré l'interdit) face à la déception sportive de l'athlète au bout de son effort : un beau résumé des sentiments mêlés qu'inspirent ces compétitions intenses. **F.Be**

C'est si bon

C'est une épopée qui restera gravée. Samedi soir, j'étais en tribune lors de la victoire de la France contre l'Argentine en finale du cécifoot, mettant un point final à une aventure collective mémorable. Ferveur populaire, stade sublime, scénario à suspense et issue jouissive... Les Bleus ont honoré ce «rendez-vous avec l'histoire» que suggérait la gigantesque banderole déployée en tribune au début du match contre l'Albanie, acmé d'un semaine de rêve où cette discipline a été mise en lumière comme jamais. J'étais allé voir quasiment tous les matchs, à chaque fois un peu plus émerveillé du face-à-face avec cette gigantesque Tour Eiffel aux pieds de laquelle se jouaient les rencontres, du spectacle proposé sur le terrain et de ce décalage sonore, entre le silence de cathédrale imposé pendant la partie et les explosions tonitruantes des acclamations lors des interruptions de jeu. Fan de foot depuis toujours, pratiquant pendant longtemps, je me suis souvent endormi, gamin, en pensant marquer ce but libérateur en pleine lumière, à cette victoire en finale de Coupe du monde (ou de district), à cette *remontada* qui soulèverait tout un stade. Les études, les soirées et un manque de talent évident m'ont, comme des milliers de footeurs rêveurs, empêché de réaliser ces scénarios héroïques crampons au pied. Alors, dans les gradins ou devant ma télé, je les vis par procuration et je peux entre certains de ces moments de sport avec précision. Je me souviens exactement de l'endroit où des personnes à mes côtés pour des rencontres marquantes. La France-Argentine de samedi, et la folle chevauchée de Frédéric Villerois en première mi-temps pour aller ouvrir le score fort désormais partie de cette liste. Avant la compétition, la sélectionneur français Toussaint Akweph m'avait prévenu : «Le cécifoot, c'est avant tout du foot.» Ce sport, qui m'a déjà tant fait vibrer et ému, a encore une fois tenu ses promesses. **D.Da.**

Mes moments préférés de ces JO paralympiques?

Le bronze pour l'Afghane Zakia Khudadadi, en para-taekwondo



Être émue par Bebe Vio, son histoire, son sourire, ses larmes...



La ferveur, la joie...



(ça nous a changé de ça)



Et mon moment préféré à venir...



EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Espoirs

Le poids des mots... Souvenez-vous, c'était il y a un mois, le mot-clé qui accompagnait la clôture des Jeux olympiques était celui de parenthèse, souvent affublé de l'adjectif enchantée. Dimanche, les Jeux paralympiques se sont achevés sur le même cocktail de réussite organisationnelle, d'engouement populaire ou d'émotions devant des performances hors norme, avec un bilan sportif tricolore lui aussi dans les clous des prévisions. Et pourtant, le mot « parenthèse » a quasiment disparu des commentaires enchantés qualifiant la quinzaine que nous venons de vivre. De là à en déduire que les Jeux olympiques ont été précieux pour oublier la politique, et que les paralympiques l'ont été tout autant pour nous y ramener, il n'y a qu'un pas. Car si la magie sportive, avec ses explosions de joie, ses rivières de larmes, l'admiration devant un exploit venu d'ailleurs ou le parti pris cocardier pas toujours raisonnable mais qu'il importe à l'irriguer ces Jeux paralympiques comme elle l'avait fait pendant la première quinzaine d'août, la question du « et maintenant » sort elle aussi immédiatement du chapeau. Et maintenant, que va-t-il se passer pour les personnes handicapées ? Que va-t-il se passer dans les fédérations de sports pour répondre à l'engouement pour la pratique sportive suscitée par les Jeux, notamment auprès des jeunes porteurs de handicaps ? Plus généralement, après cette quinzaine d'inclusion en monodivision, que va-t-il se passer pour accélérer enfin les investissements nécessaires pour faciliter l'accessibilité de tant d'écoles, de tant de locaux de services publics, de tant d'infrastructures de transports, de tant d'entreprises... Et puisqu'il a beaucoup été question ces derniers jours du « changement de regard » de la société sur le handicap qu'on perçoit ces Jeux paralympiques, terminons par une allusion à ces yeux d'enfants croisés dans le métro parisien, dimanche matin. Le jeune garçon se rendait avec ses parents sur le site olympique de Bercy. Plein d'espoir et d'envie, il a bondi d'impatience sur le quai. Il était porteur d'un handicap léger. Une question sitôt les portes closes a émergé dans notre esprit vagabond : quels espoirs, quelles impatiences nourriront, dans les jours, les semaines, les mois qui viennent, les discussions dans cette famille ? Ou dans tant d'autres ? ➔

LIBÉ.FR

Les JOP vus par Coco

Pendant toute la durée des Jeux paralympiques, notre dessinatrice Coco s'est infiltrée sur les sites de compétition pour raconter les épreuves. Équitation à Versailles, parahaltérophilie, paranatation, escrime-fauteuil... tous ses reportages dessinés sont à retrouver sur le site de Libé.

ÉDITOS/



Manifestation à l'appel de La France insoumise contre la nomination de Michel Barnier, à Paris, samedi... PHOTO CHA GONZALEZ

Pour gagner, la gauche doit sortir d'une artificielle domination insoumise

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

La droite est bien installée au gouvernement pour le plus grand soulagement d'Emmanuel Macron qui a su, dans cette longue procrastination simulée, laisser le temps à la gauche de montrer son incapacité à passer de la culture de l'affrontement à la culture du compromis. C'est exactement ce que voulait Macron. Bernard Cazeneuve en est persuadé : le Président, en réalité n'a jamais voulu le nommer et une petite majorité de socialistes n'ont jamais voulu qu'il soit nommé. Comme le dit le politologue Jean-Yves

Dormagen, la situation d'aujourd'hui, avec une vraie droite à Matignon et un RN complice implicite, est favorable à la gauche. Si tant est qu'être le seul opposant soit une situation enviable pour un mouvement politique qui aspire à gouverner. L'incapacité de la gauche à figurer comme une alternative crédible vient du déséquilibre artificiel qui subsiste. La gauche ne retrouvera pas le pouvoir si le rapport de force reste en faveur des insoumis. D'autant que ce rapport de force ne recouvre pas la réalité politique de la gauche de terrain et de la gauche électorale. Quand le scrutin est proportionnel, c'est-à-dire quand il

réflecte la vérité de la répartition idéologique, comme pour les européennes du printemps dernier, la sphère socialiste, menée par Raphaël Glucksmann, est devant les insoumis menés par Manon Aubry. Quand le mode de scrutin est majoritaire, c'est-à-dire résultant d'accords préalables entre partis s'agissant de l'attribution de circonscriptions, les insoumis sont en tête. C'est la logique de l'élection présidentielle et de son résultat structurant qui prédomine. Voilà qui est paradoxal pour une gauche qui prétend se défier de cette logique abétissante et, normalement, éloignée de sa tradition politique. De même, si les insoumis sont

les plus sonores, les plus impliqués dans les débats polarisés imposés par un écosystème médiatique dominé par les réseaux sociaux et le tout-infos, la réalité tellurique de leur implantation politique dans le pays est bien moindre. Pour preuve, le segment politique représenté par Jean-Luc Mélenchon (aujourd'hui sous le nom insoumis), n'est en réalité qu'une écurie présidentielle. Les mouvements successifs du mélenchonisme n'ont, depuis la première candidature de leur héros en 2012, pas réussi à conquérir une seule mairie d'importance, pas un seul département métropolitain, pas une seule région. La gauche sous la

domination mélenchonienne n'est condamnée qu'à bien figurer au premier tour des présidentielles, et peut-être un jour à être qualifiée au second tour face à Marine Le Pen avec la conséquence très probable que l'on imagine.

Le NFP est une bonne et belle idée. Symboliquement, dans la tradition républicaine contre l'extrême droite, il aura été le fer de lance qui a produit la dynamique citoyenne du refus du RN le 7 juillet. Stratégiquement, il était la seule façon pour ses quatre composantes d'obtenir chacune un groupe parlementaire. Mais cette stratégie défensive utile, établie sous la domination insoumise, est aujourd'hui écrasante pour un PS sans incarnation puissante. Le PS est en réalité une force qui s'ignore. Fort de toutes ses mairies, de ses départements et de ses régions, le parti fondé par François Mitterrand en 1972, s'il retrouvait quelques figures emblématiques (puisqu'il faut bien sacrifier au personnalisme) devrait connaître un avenir prometteur. En effet, le macronisme a attiré toute une frange de l'électorat de centre gauche, sans le retour duquel il est inconcevable d'espérer retrouver le pouvoir un jour. Le macronisme est maintenant en passe de se diluer dans le conservatisme LR. Ce n'est pas un NFP dominé par les outrances insoumis qui fera rentrer au bercail les orphelins du centre gauche. Avec l'écologie et un programme ambitieux sur le plan environnemental et donc social, la gauche peut retrouver un dynamisme de rupture.

Pour que les socialistes présentent vraiment ce qu'ils sont dans le pays, encore faudrait-il qu'ils prennent conscience de leur force réelle et s'expriment en conséquences sans donner l'impression politiciarde et boutiquière que leur but premier est de conserver la logique du NFP (dominée par les insoumis) en prévision des prochaines législatives, potentiellement dans un an. Le NFP se reformera bien en quelques jours s'il le faut, nécessité électorale faisant loi, comme en juin dernier. Beaucoup de citoyens de gauche sont en manque d'une voix affirmée mais qui ne serait plus dominée par la logique protestataire. C'est au PS de la faire émerger. ➤



Devenons l'énergie qui change tout.

PAUMÉ PEUT-ÊTRE, MAIS BRANCHÉ.

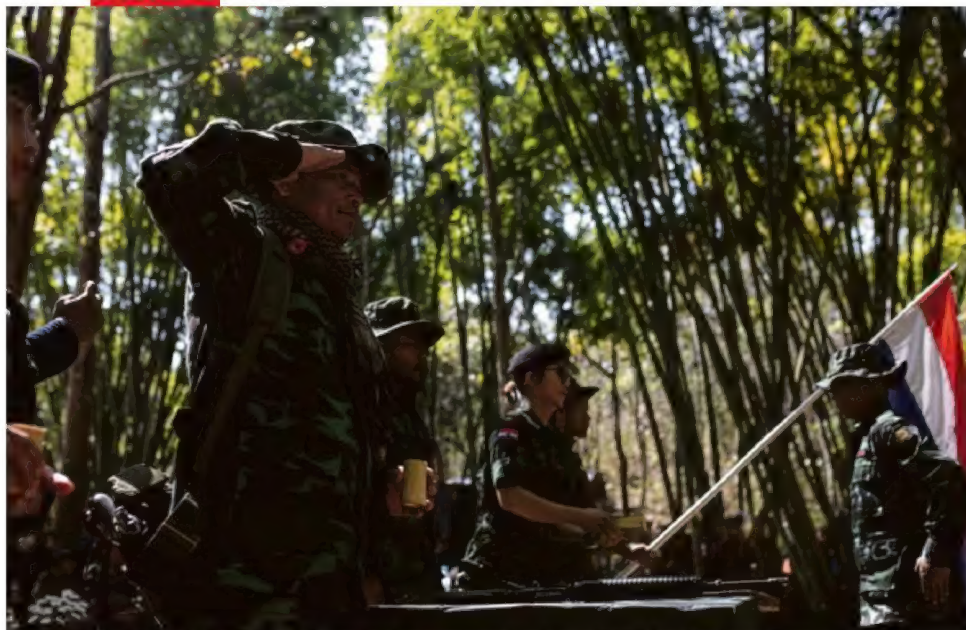
Le groupe EDF déploie, chaque mois, plus de 5 000 points* de charge électrique sur tous les territoires : à la campagne, en ville, sur la route, à domicile, en entreprise ou sur les parkings de centres commerciaux.

PHOTO: GETTY IMAGES

edf.fr/mobilite-electrique

* Moyenne sur l'année 2023
sur le périmètre France, Angleterre, Belgique, Italie.
Chiffres URD EDF 2023.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



Des membres de la Karenni Army (KA) et des Forces de défense des nationalités karennes (KNDF) dans l'Etat karenne (Birmanie), le 7 février.



Aux commandes de la

BIRMANIE

Contre la junte, l'espoir ténu des combattants de la jungle

Les soldats de l'armée Karenni rencontrés dans la forêt tropicale sont devenus les chevilles ouvrières des forces de la résistance qui tentent de chasser l'armée birmane des affaires politiques du pays, malgré le manque de moyens, de soutien et de munitions.

Par
ARNAUD VAULERIN Envoyé spécial dans l'Etat Karenne

REPORTAGE

Le bout de bois badigeonné de bleu a été cloué sur une poutre de la charpente ouverte aux vents et aux averses de la mousson. Dessus, comme pour donner un vernis officiel au baraquement, deux étoiles jaunes ont été peintes à la va-vite. Elles encadrent la seule inscription du campement : «K. Army», pour Karenni Army (KA). Malgré les apparences, l'endroit est un poste militaire de l'armée Karenni qui s'est jetée dans la bataille contre les putschistes du général Min Aung Hlaing dès le coup d'Etat de 2021. Et avec la même vigueur que celle de ces décennies de lutte pour l'indépendance de l'Etat Karenni, cette zone enclavée dans l'est de la Birmanie qui court le long de la frontière thaïlandaise.

Niché sur une crête boisée dans la forêt tropicale, le campement de la KA est rudimentaire. Il témoigne de la discrétion des lieux, si ce n'est du manque de moyens. Sous un toit de feuilles tressées qui prend l'eau, une hutte sur pilotis sans porte, ni séparation. Dans le prolongement, une sorte de préau de bambou et de planches amarré à quatre troncs, où un feu consume une souche humide. Puis, des fourneaux de fortune, un abri en bois sans protection où un homme monte la garde face à deux pistes qui s'enfoncent dans la forêt. Tourné vers la lumière, un panneau solaire semble implorer le ciel d'apporter un peu d'électricité dans cette contrée reculée à une heure à pied de la Thaïlande. Le réseau téléphonique est aussi peu performant. Quelques bancs, des hamacs, des rondins, deux baquets d'eau de pluie. C'est tout.

Là, vivent six hommes de la KA. Swe, 25 ans, les commande. Ce sergent-major est un enfant de la guerre qui s'est enkystré depuis des décennies dans ces confins birmanais. Visage rond, regard tour à tour dur et rieur, il a grandi trop vite depuis ses 18 ans. Avant même le coup d'Etat, et sans finir le lycée, il a rejoint la KA, «pour défendre le pays et les Karenni», raconte Swe au coin du feu.

DÉMINEUR TAISEUX

A la nuit tombée en cette fin août, il a enlevé l'uniforme. Il arbore un tee-shirt noir avec une tête de loup et se moque d'une «armée birmane qui se cache, a peur de sortir de ses campements». Les premières positions de l'ennemi sont à deux kilomètres à vol d'oiseau raconte-t-il, en montrant les collines drapées de nuages de pluie. Il raille également la taille de Min Aung Hlaing, le chef de la junte que les galonnés birmanais, dans la novlangue martiale et managériale qu'ils affectionnent, ont nommé Conseil d'administration de l'Etat (SAC en anglais). «C'est un petit général», insiste Swe pour souligner son cataclysme bilan militaire et l'ampleur du chaos dans lequel il a replongé la Birmanie. Certes, les forces du SAC et de leurs milices supplétives ont repris le contrôle de Loikaw, la capitale de l'Etat karenne, et filent vers Demoso pour tenter d'en déloger les forces de la résistance. Mais celles-ci contrôlent encore une large partie des zones rurales, des périphéries des villes. Elles ont également fait main basse sur des positions, des armes, du matériel des troupes putschistes : Swe montre un bulldozer jaune



révolution, les KA ont établi une patrouille conjointe avec les KNDF. PHOTOS OLIVER FETRIE, JANS LUCAS

qui a servi à aplanir les pentes, à ouvrir une piste et un 4x4 Nissan en bout de course, sans moteur. Pas de moto, pas de voitures de service. Ces hommes sont des soldats marcheurs, des hommes de la forêt. L'escouade de Swe est composée de combattants aguerris, dont un pisteur sec et rapide, un démineur taiseux qui a fort à faire. Dans cette région, l'armée a beaucoup miné pour semer la terreur et dissuader les civils de rentrer chez eux. Fin juin, le général Bee Htoo, commandant de la KA, indiquait que ses troupes avaient retiré plus de 460 mines dans la région de Loikaw et Demoso. «Même si on contrôle environ 80-90% du territoire, ça ne veut pas dire que nous pouvons en profiter. Il y a plein de champs de mines qui rendent la situation dangereuse et incertaine, complète Khu Plu Reh, secrétaire général du Parti progressiste national Karenni (KNPP, en anglais) qui est la vitrine politique de la Karenni army. Environ 90% des 200 000 habitants de cet Etat sont aujourd'hui déplacés. Ils fuient les combats depuis trois ans. Ils vivent dans des camps, dans la forêt, dans d'autres Etats, certains ont passé la frontière.»

Swe est resté, sans se poser la question d'un quelconque départ. Il est engagé dans la Karenni Army en 2018 à Loikaw, où il est né et où était installée sa famille. Ce soldat svelte et vif appartient, sans forcément le savoir, à la «gen Z». Cette génération née entre le milieu des années 90 et le début des années 2000 qui, en Birmanie, a été biberonnée aux réseaux sociaux, aux nouvelles technologies et à une vision plus libertaire de la société. Si leurs parents ont connu, parfois payé très

cher, les années de répression et de lutte contre des généraux birmanis prédateurs qui avaient verrouillé le pays depuis 1962, éradiqué l'opposition, bloqué Internet et interdit les portables, eux ont vu éclore une nouvelle Birmanie dès 2010.

COUP DE POIGNARD

A partir de cette année-là, le système s'est entrouvert. Une certaine transition s'est mise en place avec l'octroi de nouvelles libertés (presse,

association). Enfin branchée au village global, la Birmanie semblait rattrapper les décennies perdues : libération de prisonniers politiques, à commencer par la plus célèbre d'entre elles Aung San Suu Kyi ; renaissance de la société civile ; lancement de réformes économiques et politiques, organisation de nouvelles élections, avant de voir la Ligue nationale de la démocratie de la Lady arriver au pouvoir aux côtés de généraux en apparence plus disposés à la discussion.



Le coup d'Etat de février 2021 a été un coup d'arrêt à cette ouverture. Un coup de poignard. La gen Z n'a pas accepté ce retour en arrière violent et soudain qui lui coupait les ailes au moment où elle prenait son envol, la privait de libertés tout juste acquises et replongeait le pays et ses quelque 54 millions d'habitants dans les affres de la dictature. Quand Min Aung Hlaing a remis le couvercle sur la bouillonnante et imparfaite démocratie birmane, la gen Z est alors descendue dans la rue. Quand l'armée a tiré sur des civils désarmés, cette génération a pris les armes sans hésiter. Ces jeunes sont devenus les colonnes combattantes des Forces de défense du peuple (FDP). Ils fuient la conscription forcée mise en place en février. Ces FDP créées au printemps 2021 ont rejoint la lutte aux côtés des armées ethniques, des milices établies pour la plupart dans les confins frontaliers de l'union birmane. La révolution démarrait. Elle se poursuivait.

«On tra jusqu'au bout», dit Swe avec un peu d'esbroufe. Ce sera quand ? «Dans deux ans» avance-t-il. Où ? A Rangoun. L'ex-capitale économique jadis chaudron de la contestation ? «C'est loin, hésite le sergent-major. Non, on va d'abord contrôler l'Etat ici», explique-t-il, sans se faire trop d'illusion sur la longueur et la difficulté des combats. Il est arrivé dans ce campement il y a six mois. C'était après le déclenchement de la grande offensive Opération 1027 (pour 27 octobre) des forces de la résistance, puis après la prise en février de Shadaw, le stratégique township du nord de l'Etat Karenni entre Loikaw et la frontière thaïlandaise.

«NOUS SOMMES DES RÉSISTANTS»

Les combats ont été violents, dit Swe, qui a aujourd'hui l'impression de se «reposer». Il n'est pas retourné dans sa ville natale que la résistance avait conquise l'automne dernier, mais que l'armée a reprise en juillet avant d'avancer à nouveau dans la périphérie de la ville fin août. Il n'a plus de nouvelles de ses parents et des proches à Loikaw et se refuse à en avoir pour le moment. «Mon esprit deviendrait faible si je le pensais contacts et j'aurais peur de ne pas tenir», craint-il. Reste la copine qui vit et travaille en Thaïlande, où il va parfois la retrouver.

Lors des pauses, il plonge le regard dans son téléphone portable. S'échappe en scrollant un écran. Partage du temps et des repas avec ses hommes autour du feu. Le quotidien est chiche. «On n'a pas grand-chose. Parfois pas assez à manger. La KA nous donne un uniforme, une arme des munitions, mais on n'a pas de salaire, pas de rente», raconte le soldat en insistant sur sa mission. «Nous sommes des résistants», explique Khu Plu Reh, le patron du KNPP qui l'on rencontre un soir d'orage à Mae Hong Son, en Thaïlande. Les gens ne sont pas forcés de se battre dans la KA. Ils viennent par conviction. C'est vrai que nous ne leur versons pas d'argent, mais nous nous occupons d'eux pour les soins, en cas d'hospitalisation. On a toujours

fonctionné comme ça.» Forte de sa connaissance du terrain acquise depuis sa création en 1948 quand elle se battait alors pour l'indépendance, la KA est aux commandes des forces de la révolution, une myriade de groupes, de combattants plus ou moins expérimentés qui se sont levés contre la junte. Dans l'Etat Karenni, elle se trouve souvent aux côtés des quelque 8000 soldats de la Force de défense des nationalités karenni (KNDF, en anglais), l'un des groupes les plus puissants de Birmanie, comme le rappelait à Libération, son chef Khun Bedu. La KA et la KNDF ont établi des patrouilles conjointes, font souvent le coup de feu ensemble contre la junte.

«EN FINIR AVEC CETTE GUERRE SANGLANTE»

La KA forme et entraîne les nouvelles recrues des autres groupes. «Mais nous n'allons pas tous les intégrer dans nos rangs. Il y a trop de jeunes qui, une fois l'armée vaincue, repartiront faire autre chose. Notre armée restera. Un homme de la KA reste soldat jusqu'à sa mort», poursuit Khu Plu Reh. Par souci de confidentialité, il refuse en souriant de fournir des informations sur les effectifs des troupes de la KA, mais ne cache pas la pénurie des moyens financiers et de munitions. Il reconnaît que le «niveau de confiance est parfois limité entre tous ces groupes divers. Les communications sont difficiles, mais, croyez-moi, nous partageons le même but : en finir avec cette guerre sanglante et chasser l'armée birmane des affaires politiques du pays.»

Comme le détail Khu Plu Reh de retour de l'Etat Karenni, la résistance ne fait pas que se battre. La KA a constitué avec le KNDF un conseil exécutif intérimaire, une sorte de gouvernement local pour gérer les affaires militaires et politiques, mais également les questions de finance, d'économie pour préparer l'après-junte et mettre en place une administration civile, plus inclusive. Il collabore et travaille avec le gouvernement d'unité nationale de l'opposition (NUG). Tous parlent d'une Birmanie fédérale une fois le pays débarrassé de Min Aung Hlaing et d'une armée prédatrice. «A la fin de l'année, la révolution passera dans le camp des gagnants d'un point de vue militaire, assure le vice-ministre de la Défense du NUG, Naing Kaung Yaw, lors d'un entretien accordé à Libération à Bangkok. Nous sommes aux portes de Mandalay, la deuxième ville du pays. La conquête n'est désormais plus un rêve.»

Depuis les collines où Swe et ses hommes font le guet, l'objectif semble encore lointain et l'horizon brumeux. Ce matin, le sergent-major se félicite d'avoir reçu de nouvelles boîtes de cartouche. Alignés sur une table en bois, trois chargeurs ont déjà été approvisionnés. La pluie a repris Swe part en patrouille. Il en profitera pour ravitailler son campement, en empruntant un sinueux chemin de terre où la révolution avance à pas comptés depuis plus de trois ans. ♦

Roland Lescure

«Ma confiance à Michel Barnier ne sera pas automatique»

Le ministre démissionnaire de l'Industrie, également vice-président de l'Assemblée, avertit le nouveau Premier ministre qu'il n'acceptera pas que celui-ci pioche dans le programme du RN.

Recueilli par
LAURE IQUY

Sous le feu des critiques de la gauche, qui a réuni au moins 110 000 personnes dans les rues samedi, et «sous surveillance» du RN, qui a consenti à ne pas le censurer d'entrée mais le jugera «sur pièces», Michel Barnier a poursuivi son tour de table dimanche, recevant successivement les patrons d'Horizons et du Modem, Édouard Philippe et François Bayrou. Mais avec l'ancienne majorité, rien n'est acquis. Roland Lescure, ministre démissionnaire chargé de l'Industrie et de l'Énergie, se dit «vigilant à ce qu'on ne succombe pas à des emplettes issues du programme du RN». Réélu en juillet, le député Ensemble pour la République (EPR) des Français d'Amérique du Nord ne souhaite pas faire partie du futur gouvernement.



INTERVIEW

La nomination de Michel Barnier a été diversement accueillie à Renaissance. L'aile droite est enthousiaste, d'autres sont mitigés. Comment avez-vous réagi ? Ce n'est pas une question de personne. Michel Barnier est un grand Européen, un fin négociateur. J'ai été assez refoiré par sa campagne «à droite tout» lors de la primaire de la droite en 2021. Mais l'essentiel est ailleurs : c'est l'équation politique qui accompagne sa nomination. J'entends et je comprends les problèmes des électeurs du RN que j'ai rencontrés ces deux dernières années dans les usines, partout en

France. Mais les solutions du Rassemblement national ne peuvent pas faire partie de l'équation. Si on doit aller piocher dans le programme du RN, ce sera sans moi.

Jugez-vous que ce choix a été «approuvé par Marine Le Pen» comme l'a titré Libération ?

J'ai été surpris, même un peu choqué par votre une. J'y aurais ajouté : «permis par Olivier Faure». La seule option raisonnable est une coalition des républicains des deux bords, du centre gauche au centre droit, avec, pourquoi pas, les écologistes et les communistes. J'ai l'impression d'un rendez-vous manqué avec Bernard Cazeneuve qui aurait pu

permettre ce rassemblement.

Le premier secrétaire du PS n'a-t-il pas bon dos ?

Pour faire fonctionner une majorité telle que je l'appelle de mes vœux, tout le monde doit y mettre du sien. Chacun a-t-il fait cet effort ? Peut-être pas.

Les responsabilités sont à chercher dans tous les camps. Mais ce qui est public c'est qu'Olivier Faure a fermé la porte à une partie des socialistes qui souhaitent pousser la candidature de Bernard Cazeneuve et engager des discussions. À partir du moment où cette option se ferme, il ne reste plus que celle d'un gouvernement issu du centre droit, dont on sait qu'il est très minoritaire à l'Assemblée. Et une personnalité comme Michel Barnier peut peut-être créer un consensus autour de lui. Une partie du PS est aujourd'hui otage de l'extrême gauche, Olivier Faure est

victime d'un syndrome de Stockholm et je le regrette profondément car d'autres solutions étaient possibles.

Comment les électeurs, qui ont placé le NFP en tête le 7 juillet, peuvent-ils comprendre l'installation à Matignon d'un homme de droite, laquelle n'a que le cinquième groupe de l'Assemblée ?

Nombre d'entre eux y voient un déni de démocratie...

Je comprends la surprise voire la déception de certains électeurs, à gauche mais aussi chez nous. Ce n'est pas en manifestant que l'on va en sortir, mais en s'asseyant autour de la table. Je rejette en bloc l'accusation de déni de démocratie, puisqu'on respecte la Constitution. Le Premier ministre doit maintenant convaincre l'Assemblée nationale de la stabilité de son gouvernement. Et ce n'est pas fait.

Le soutiendrez-vous ?

Pendant sept ans, nous avons été dans la majorité. Désormais, nous sommes une force importante, le premier groupe républicain de l'Assemblée, nous nous inscrivons dans une logique constructive, sans signer de chèques en blanc. Une forme de «majorité» ! On ne peut pas considérer notre soutien comme acquis. Je me suis engagé en politique pour trois raisons : la lutte contre le RN, l'Europe et l'efficacité économique au service de l'égalité des chances et de la transition écologique. C'est à cette aune que je jugerai la déclaration de politique générale.

Fixez-vous des lignes rouges ? Je vais évidemment vous parler d'immigration. Quand j'entends Michel Barnier qui parlait, lors de la primaire LR en 2021, de «moratoire» sur l'immigration ou de suppres-



Michel Barnier au journal de 20 heures de TF1 vendredi. PHOTO STRIP/AGF LAGOUTTE, MYOP

sion de l'Aide médicale d'État, je réponds : préservons l'immigration économique, préservons l'AME. L'immigration économique est une chance pour la France et une nécessité. Dans les dix ans à venir, on aura besoin d'un million d'emplois dans l'industrie et une partie viendra de l'immigration régulière. Quant à l'AME, la supprimer ou la fragiliser serait une faute de santé publique. Par ailleurs, j'ai passé deux ans et demi fantastiques à parcourir la France industrielle et à montrer qu'on pouvait créer de l'emploi grâce à la transition écologique. Je serai extrêmement attentif à la volonté du gouvernement de poursuivre ce mouvement.

Craignez-vous que, pour éviter d'être censuré, Barnier cherche à donner des gages au RN ?

Ce n'est pas moi qui décide. Je serai vigilant à ce qu'on ne succombe pas à des emplettes issues du programme du RN, qui ne constituent en aucun cas des solutions.

Si la déclaration de politique générale de Michel Barnier ne vous convenait pas, pourriez-vous aller jusqu'à voter la censure ?

Ma confiance ne sera pas automatique. Je suis au clair sur mes lignes rouges politiques.

Certains ministres aimeraient remplir au gouvernement. On ne vous sent pas tenté !

J'ai eu l'honneur d'être élu vice-président de l'Assemblée, avec des voix du bloc central, LR, communistes, écologistes, socialistes. C'est un poste important qui va permettre de bâtir des ponts entre les républicains des deux bords. Je vais m'y

Pour Marine Le Pen, un «pis-aller» à Matignon

En pleine rentrée dimanche dans son fief d'Hénin-Beaumont, la leader d'extrême droite tentait de justifier sa mansuétude envers le chef du gouvernement, alors que plusieurs médias ont révélé qu'elle avait été consultée en amont.

Comment passer pour une opposante au «système» quand on vient de donner son aval à Emmanuel Macron pour qu'il nomme à Matignon un ancien commissaire européen issu de Les Républicains ? Dimanche, entre deux pin-up peroxydées, une rangée de voitures de collection et un chanteur de rock surgominé, Marine Le Pen a égrené la ligne de crête sur laquelle elle-même et ses ouailles vont devoir tenir en équilibre tant que le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, aura la bénédiction de l'extrême droite pour rester à son poste en n'étant pas censuré par elle. Là, au milieu des états de la braderie d'Hénin-Beaumont où elle a pris l'habitude de faire sa rentrée politique depuis quinze ans, la députée du Pas-de-Calais réinvente l'histoire et s'arrange avec la vérité.

«Je vous enjoins de ne pas croire ce qui est écrit dans les journaux, cela peut vous approcher de la vérité», dément-elle, à propos des informations «bidons» du *Journal du dimanche* et de *Valeurs actuelles* selon lesquelles le président de la République lui aurait directement téléphoné jeudi pour savoir si elle était toujours d'accord pour laisser sa chance à l'ex-négociateur du Brexit. Le matin même, son numéro 2 à l'Assemblée, Jean-Philippe Tanguy, l'avait décrété l'«un des plus stupides hommes politiques que la France ait donné». Selon les deux titres, bien en cours au RN comme en macronie, Le Pen aurait rassuré le chef de l'Etat et rabroué son lieutenant, tout en échangeant avec Thierry Solère, sorte de Baron noir du Château multi-mus en examen. Des combinaisons secrètes qui, vu d'Hénin-Beaumont, auraient vite fait de passer pour les «magouilles» dénoncées par la députée. «Je ne suis pas DRH d'Emmanuel Macron», s'est donc défendue Le Pen avant de retourner à son bain de selfies.

«Toxique». Dans le jardinier de sa permanence parlementaire, la finaliste de la dernière présidentielle s'efforce devant une centaine de sympathisants d'élargir la brèche qui la sépare du président de la République qui «a fait ce qu'il sait faire de mieux depuis sept ans : diviser», «aura réussi à rendre notre pays ingouvernable [et] affaibli comme jamais nos institutions», en entretenant une «relation toxique» aux Français. Le nouveau Premier ministre s'en sort bien, avec des protestations de «respect» tempérées de désaccords tout aussi respectueux. Pas le reste des partis politiques qui «depuis deux mois ont été au diapason du scénario concocté par Emmanuel Macron [...] véritable festival d'hypocrisie et de postures [...] dignes des pires heures de la IV^e République». «Ils se sont ménagés, ils se sont détestés, ils se sont couverts et concernant les LR dès le premier tour [...] tout cela afin de constituer le grand parti unique du déshonneur démocratique», s'enflamme Le Pen, qui fait siffler Xavier Bertrand et Laurent Wauquiez. Puis s'empresse de justifier, quand même, le soutien passif accordé à un Premier ministre issu... de leur

parti : «La nomination de Michel Barnier est un pis-aller, [...] sûrement mieux qu'un Premier ministre d'extrême gauche avec son programme délirant et sa haine en bandoulière.» «Nous n'accordons pas de blanc-seing, prévient-elle. Si au fil des semaines, les Français devaient à nouveau être oubliés ou maltraités, nous n'hésiterons pas à censurer le gouvernement.»

Tout l'enjeu consiste à savoir quand l'extrême droite jugera le soutien à Barnier trop coûteux, soit quand l'image d'un parti responsable, garant de l'ordre contre le «chaos», frottera trop avec les aspirations populistes de son électorat. Proche de la patronne et très implanté dans le bassin minier, le député de Liévin, Bruno Bilde, juge l'ancien balladurien «totalement illégitime». «A mon avis, il ne durera pas longtemps à moins qu'il ne prenne des mesures phares sur le pouvoir d'achat, comme la baisse de la TVA», pronostique-t-il. L'air de penser que le débat sur le budget, à l'automne, pourrait signer la fin du bail du septuagénaire obligé de trouver plusieurs milliards et donc peu enclin à se priver de recettes fiscales, comme le réclame le RN. «C'est le chaos mais il vaut mieux voir Barnier que Lucie Castets, on ne veut pas bordériser

le pays sans pour autant renoncer à notre vision du pays, donc c'est un équilibre compliqué, oui», exposait samedi Laurent Jacobelli, député de Moselle, dans les allées de la foire de Châlons-en-Champagne (Marne) où Jordan Bardella faisait sa rentrée de son côté.

Selfies. Le jeune président était parti en vacances la queue entre les jambes après sa contre-performance aux législatives, s'échappant les premiers travaux de sa commission au Parlement européen pour la chaleur du sud de la France et de l'Italie. Il en revient regonflé à bloc, son autobiographie quasi terminée, jure-t-il, ayant ruminé la profondeur politique à tirer de sa «défaite personnelle», tempérée par une victoire de son camp : «Désormais rien ne peut se faire sans nous.» «Barnier est sous surveillance démocratique», ajoute-t-il avant, lui aussi de se replonger dans le bain de selfies et d'autographe qualifiés au sein de l'équipe de com du parti de «déplacements foule». Il compte les multiplier cette année. Cela use moins que l'exercice du pouvoir.

NICOLAS MASSOL

Envoyé spécial à Hénin-Beaumont



Les informés

de Jean-Rémi Baudot
et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération

franceinfo
radio · web · tv canal 27



consacrer. Je ne souhaite pas faire partie du gouvernement, à qui je souhaite bon courage pour la suite.

Après le 7 juillet, vous étiez l'un des plus allants pour inventer une démocratie parlementaire, chercher de nouvelles coalitions. Y croyez-vous encore ?

Oui. Je suis déçu mais je garde espoir. Face à un RN en progression, la coalition républicaine est la seule réponse durable. Ce rassemblement des raisonnables exclut, à mon sens, LFI et évidemment le RN. C'est compliqué, compte tenu du comportement des uns et des autres, de l'histoire politique, de notre régime institutionnel. Mais soit on a des gens responsables qui sont prêts à le reconnaître, soit on penchera vers des solutions bancales, instables, qui auront sans doute du mal à prospérer. ➤

Par
ELSA MAUDET

Identifier le temps d'un verbe souligné, répondre à des questions de compréhension, calculer des billes gagnées à la récréation, trouver des inconnues... Ce lundi démarrent les évaluations nationales en français et en mathématiques, jusqu'au 20 ou au 28 septembre selon les niveaux. Nouveauté en cette rentrée : les enfants de CE2 et de CM2 rejoignent le bal.

Ainsi, tous les élèves du CP à la sixième, ainsi que ceux de quatrième, de première année de CAP et de seconde sont désormais concernés. Un temps envisagées aussi en classes de cinquième et de troisième, les évaluations y seront finalement facultatives. Dénonçant le non-respect des différents rythmes d'apprentissage des enfants, un objectif de tri des élèves (via notamment les groupes de niveau au collège) ou encore la lourdeur d'organisation, des syndicats réclament la fin du caractère obligatoire de ces épreuves quand d'autres ont appelé à leur boycott, et à la grève ce mardi.

« Ces évaluations nationales ont d'abord pour vocation d'être une aide aux enseignants et de leur donner des repères sur les compétences clés des élèves, de manière à agir le plus vite possible avant que la difficulté ne s'installe », défend auprès de Libération Caroline Pascal, la directrice générale de l'enseignement scolaire (Dgesco, sorte de ministère de l'Éducation nationale bis). Les syndicats, eux, martèlent que les professeurs n'attendent pas l'institution pour connaître le niveau de leurs élèves. *« C'est un outil de pilotage du ministère, qui privilégie un enseignement d'attendus mesurables, au détriment de savoirs émanant des enseignants, dénonce* Émilie Garcia, de la FSU-Snuipp 93. *Les évaluations nationales visent à contrôler nos pratiques pédagogiques, en réduisant les enseignants au rôle d'exécutants, et mettent à mal leur liberté pédagogique. »* Une position partagée par le syndicat d'inspecteurs SUI-FSU.

UN CRESCENDO DEPUIS 2017

« Ça ne remet pas en cause la professionnalité des enseignants, réagit Caroline Pascal. *Ils se font un portrait global des compétences de l'élève beaucoup plus large que celui que les évaluations leur permettent de définir. »* D'ailleurs, rebondit Magda Tomasini, directrice de la Depp, le service statistique du ministère de l'Éducation nationale, *« 58% des enseignants de CP, CE1 et CM1 déclarent que les évaluations leur ont permis de détecter des difficultés, ce n'est pas négligeable. »*

Les évaluations des acquis des élèves sont une vieille histoire, entamée dans les années 70. Elles sont développées depuis ou ont au contraire perdu du terrain au gré des changements de ministres de l'Éducation nationale. Mais le (long) passage de Jean-Michel Blanquer Rue de Grenelle a marqué un changement de cap. En 2017, dès sa première rentrée à ces fonctions et

Evaluation systématique en primaire Le ministère redouble ses tests de niveau

Des syndicats réclament la fin de l'obligation des évaluations nationales en français et en maths, désormais imposées en CE2 et CM2 en plus des autres niveaux, quand d'autres appellent à leur boycott. Mais certains enseignants se montrent moins critiques.

quatre ans après la suppression des évaluations par son prédécesseur Vincent Peillon, il les a réinstaurées en CP et en sixième. Depuis, la pratique s'est allée crescendo.

« L'idée de Jean-Michel Blanquer était de montrer qu'il prenait les choses en main, qu'il allait tout évaluer et que, grâce à lui, le ministère de l'Éducation nationale allait se relever. Ces évaluations des élèves sont souvent instrumentalisées. Le ministre ne retient que les informations qui lui sont favorables », analyse le sociologue de l'éducation Pierre Merle. Cela fait pourtant plus de deux ans que le ministère fonctionne sans lui, et il n'y a jamais eu autant d'évaluations. *« Gabriel Attal était un peu dans le même lot »,* complète le chercheur.

Laetitia Benoît, professeure de français en Seine-et-Marne syndiquée au Snes-FSU, considère que ces tests « désorganisent les premières heures de cours. En sixième, il faut allumer l'ordinateur, brancher le casque, taper le mot de passe, c'est toute une aventure ! Le test dure cinquante minutes [après dix minutes de préparation, ndr], mais on a des créneaux horaires de cinquante-cinq minutes, ça ne passe pas, donc on le fait sur des blocs de deux heu-

res, explique-t-elle. *On a sept classes, à faire passer deux fois en français et en mathématiques. Ça fait vingt-huit heures par niveau, cinquante-six heures à placer sur deux semaines et demie, avec une seule salle informatique. »* Sur le fond, « en français, au collège, c'est la plus grande bêtise du monde. On est censé évaluer le niveau des élèves sans qu'ils n'écrivent un seul mot », les questionnaires étant à choix multiples.

Hors cadre syndical, les analyses sont plus nuancées. Antoine Legendre, enseignant en CP à Carrière-

« L'idée de Jean-Michel Blanquer était de montrer qu'il allait tout évaluer et que, grâce à lui, l'Éducation nationale allait se relever. »

Pierre Merle
Sociologue de l'éducation

res-sous-Poissy (Yvelines), se dit « très favorable » aux évaluations nationales. Deux jours après la rentrée, il avait pourtant déjà « fait tout un tas d'évaluations » de ses élèves, pour savoir qu'il connaissait les lettres de l'alphabet, qui savait déjà lire... Bref, quel était le niveau de chacun. *« Je n'ai pas de temps à perdre, je ne vais pas proposer des trucs inadaptés aux enfants »,* balaie-t-il. Mais ces tests standardisés, « ça vient évaluer ce que je vois en classe. C'est un outil supplémentaire d'évaluation neutre, sans ma sensibilité et ma partialité d'enseignant. » En Alsace, Marco (1) enseigne aussi en CP et considère que « ça permet de se faire un premier portrait de la classe pour l'année à venir. Des choses qui n'étaient pas forcément visibles quand ils étaient en grande section peuvent se révéler, dans leur capacité à travailler, par exemple ».

En appelant Nadège Baudhuin, onest, dit-elle, « tombée sur l'enseignante qui est toujours un peu d'accord ». Alors les évaluations, nouvelles cette année pour ses élèves de CM2 de Marly-le-Roi (Yvelines), elle « aime beaucoup ». « Des fois, c'est bien de tenter. Au pire on se trompe et on recommence. Sinon, on ne fait

jamais évoluer les choses. Je prends les évaluations comme quelque chose qui va permettre de savoir ce que les enfants savent faire à cet âge-là, d'avoir des repères, et ensuite de modifier les programmes scolaires. » Toutefois, selon elle, « ça sert pour la classe d'avant. Mes évaluations de CM2 vont être bien pour les enseignants qui ont fait le CM1, ils vont peut-être se rendre compte qu'ils n'appuient pas assez sur certaines choses. Celles de sixième nous ont servi en CM2 ». Plusieurs enseignants disent, eux, que les résultats des évaluations ne leur sont d'aucune utilité.

DES EFFORTS À FAIRE

À l'échelle de l'école, « ça peut permettre d'envisager la formation la plus adéquate des enseignants », affirme Caroline Pascal. Et sur le plan national, « ça permet de mesurer l'efficacité ou non de nos politiques publiques. Voir que l'écart entre éducation prioritaire et hors éducation prioritaire se réduit, même si on sait qu'on a encore des efforts à faire, vient conforter l'idée que c'est une politique qu'il convient de mener ». Pour Pierre Merle, les évaluations « apportent des informations précieuses, à la fois pour connaître le



Avec les élèves de CE2 et de CM2 qui



rejoignent cette année les évaluations nationales, ce sont désormais tous les élèves du CP à la sixième qui sont concernés. PHOTO ALBERT FACILLY

système éducatif et pour le piloter. On sait, grâce à elles, qu'il y a en France trois types de collèges: ceux en éducation prioritaire, les collèges publics hors éducation prioritaire et les privés. Les différences de niveau scolaire y sont très marquées. Ces données statistiques montrent que la thèse de Gabriel Attal selon laquelle les problèmes de l'école reposeraient sur l'existence d'un collège unique est fautive. Pourtant, cette idée est au fondement de la création de groupes de niveau. En revanche, organiser ces tests dans chaque niveau ou presque, ça n'a pas beaucoup de sens. Il vaut mieux le faire au début de l'élémentaire, à la fin de l'élémentaire, en sixième et en troisième. Autre critique faites aux évaluations: elles pousseraient les professeurs à préparer leurs élèves aux épreuves, perdant du temps pour enseigner des choses réellement utiles. «J'ai vu des enseignants qui ne voulaient pas que leur école chute dans les évaluations se mettre à apprendre aux enfants des choses qui n'étaient pas au programme, raconte Nadège Bauchuin. Mais une évaluation, c'est un état des lieux. On a le droit de ne pas savoir faire.»

(1) Le prénom a été modifié.

«Plus il y a de réformes, moins l'action de l'enseignant est crédible»

L'économiste de l'éducation Nadir Altinok revient sur la baisse récente du niveau des élèves français et l'intérêt de le mesurer dans le temps.

La période des évaluations nationales en français et en mathématiques s'ouvre ce lundi pour les élèves du CP à la sixième, de quatrième et de seconde. L'extension aux CE2 et CM2 est une nouveauté de cette rentrée, une généralisation à l'école élémentaire qui a donné lieu à un appel au boycott et à la grève de la part de certains syndicats enseignants. L'économiste de l'éducation Nadir Altinok, enseignant-chercheur à l'université de Lorraine, revient sur

les enseignements que les évaluations d'élèves ont apportés ces dernières années, voire ces dernières décennies.

On entend régulièrement dire que le niveau des élèves français se dégrade, qu'en est-il réellement?

Il faut d'abord voir si on regarde sur le court ou le long terme. Sur le long terme, il ne faut pas être pessimiste: les études montrent que le niveau en français et en maths augmente depuis les années 70. Un enfant d'aujourd'hui apprend beaucoup plus de choses qu'un enfant dans les années 70, même s'il maîtrise moins l'orthographe. Il lit plus de

livres, on lui demande des compétences de réflexion, alors qu'à l'époque c'était plutôt du bachelage. Maintenant, sur le court

et moyen terme, depuis quinze, vingt ans, le niveau a tendance à se tasser voire à baisser dans certains domaines. Il faut alors se demander si le niveau baisse plus en France que dans des pays similaires, comme l'Allemagne. Si tout le monde voit son niveau baisser du fait de facteurs structurels, comme l'usage du téléphone, peut-être qu'il ne faut pas s'inquiéter que ça. Mais quand on fait des analyses de comparaison, on observe que le niveau baisse plus en France que dans



d'autres pays de l'OCDE, en particulier en mathématiques en primaire.

Comment expliquer cette baisse récente de niveau?

On est des économistes [Nadir Altinok travaille sur ces questions avec son collègue Claude Diebolt, ndr], pas des spécialistes de la pédagogie. On pense que la solution numéro 1, c'est de redonner confiance à la relation entre l'enseignant et l'élève. La France est un pays recordman des réformes éducatives. Or plus il y a de réformes, moins l'action de l'enseignant est crédible. Parce que, s'il y a un changement par le haut, c'est qu'on pense que l'enseignant se trompe. L'enchaînement des ministres montre aussi que le système est instable. Imaginez que le ministre de l'Économie change tous les six mois: il y aurait un manque de confiance des investisseurs.

La baisse de niveau est-elle inquiétante? Quelles conséquences cela a-t-il sur une société?

Ce qui est inquiétant, ce n'est pas que le niveau monte ou baisse, c'est que les autres réussissent relativement mieux que nous, parce que c'est un monde de compétition. Supposons que vous avez un système plutôt stable - dans le secondaire, les capacités de la France sont stables via Pisa (le programme international de suivi des acquis des élèves), on est plutôt dans la classe moyenne.

En parallèle, si d'autres pays commencent à monter en termes de compétences, ils vont plus attirer les investisseurs, donc votre croissance va souffrir. Ça explique pourquoi la productivité en France augmente moins qu'aux États-Unis, qui possèdent les meilleures universités du monde. Il y a un lien entre cette stabilité des compétences et le niveau de productivité des travailleurs. Si le jeune est moins assidu, fait plus d'erreurs, est moins concentré, il sera moins efficace sur le marché du travail.

C'est une vision assez triste de l'école, il n'y est pas question de bien-être...

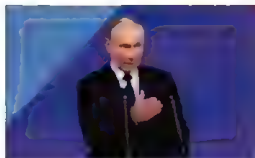
C'est vrai et, en tant qu'économistes, on aimerait qu'il y ait plus de productivité, mais si l'élève est malheureux, ce n'est pas la peine.

Les pays asiatiques ont un système excellent, mais le peuple est triste.

Le fait d'évaluer régulièrement le niveau des élèves a-t-il permis d'améliorer le système éducatif?

L'évaluation est indispensable, elle permet de mettre de la lumière sur d'éventuels problèmes. Mais ce n'est pas parce qu'on éclaire le même problème en permanence qu'on va le régler. Il faut ensuite faire le diagnostic et enfin faire une réforme, mais en dialoguant avec les professeurs. C'est là qu'on a un problème. Et l'inconvénient principal des évaluations, c'est qu'on va se focaliser sur ce qui est mesurable. On ne va pas mesurer les compétences socioémotionnelles des élèves. Or s'ils sont bons en maths mais qu'ils sont tous frustrés, ils vont abandonner les maths en première et en terminale.

Recueilli par E.M.



Check News

Vladimir Poutine a-t-il vraiment apporté son soutien à Kamala Harris ?

Des médias ont relayé la déclaration du président russe au premier degré, quand tout semble pointer vers une prise de position visant à valoriser le candidat républicain. L'hypothèse d'un « trolling », voire d'une volonté d'ingérence, de la part de Vladimir Poutine est aujourd'hui largement défendue. PHOTO REUTERS



Un demi-million de personnes se sont rassemblées devant le ministère de la Défense, à Tel-Aviv, samedi. PHOTO JACK GUÉZ AFP

En Israël, la mobilisation s'affirme contre la trahison de Nétanyahou

Pour la première fois depuis le 7 Octobre, les combats pour la libération des otages et la destitution du gouvernement ont fusionné, samedi à Tel-Aviv.

Par
NICOLAS ROUGER
Correspondant à Tel Aviv

La marée humaine exigeant un accord de libération des 101 otages (dont au moins 35 déjà morts) encore retenus dans Gaza était la plus énorme jamais vue pour Karin et Yair, venus manifester samedi à Tel-Aviv. « Nous n'avons même pas réussi à nous frayer un chemin vers la scène », témoigne la femme, mi-sourire mi-lar-

mes, parmi un demi-million de personnes se pressant à quelques mètres du quartier général de l'armée israélienne dans la métropole côtière. Si le chiffre, avancé par les organisateurs, est vrai, ce serait la plus grosse mobilisation dans l'histoire du pays. Pour la première fois depuis le 7 Octobre, la manifestation contre le gouvernement et celle, plus solennelle, en solidarité avec les otages, ont fusionné. Jusqu'à 250 000 personnes de plus se sont rassemblées dans d'autres villes à travers le pays. Cela a ponctué une semaine d'actions quotidiennes, suivant le choc de la semaine dernière, quand six otages avaient été retrouvés exécutés dans un tunnel dans Gaza. Sur toutes les banderoles, dans tous les esprits, le même message : tra-

hison. En refusant de faire ce qu'il fallait pour passer un accord avec le Hamas, en acceptant implicitement l'idée que la vie des otages était moins importante qu'une victoire militaire (ou que son salut politique), Benyamin Nétanyahou a rompu le contrat qui lie le peuple israélien à son Etat. « Les Israéliens se construisent dans l'idée que leur Etat ne les laissera jamais tomber », explique Ronen Koehler, dont la petite-cousine Carmel Gat, 39 ans, faisait partie du groupe de six otages exécutés par le Hamas. Cet ancien sous-marinier et entrepreneur dans la high-tech est très actif au sein de Frères d'armes, l'association de réservistes en tête de la contestation contre le gouvernement. « La semaine dernière,

c'est quelque chose d'émotionnel qui s'est passé, plus fort que la logique : c'est l'identité israélienne qui a été mise en danger », ajoute-t-il, remarquant que beaucoup de personnes dans les manifestants ne portaient pas de signes d'appartenance à des groupes déjà formés.

Dérives. La participation était un test pour les organisateurs, qui jouent contre la montre. Sur la grande horloge numérique qui trône sur la place des otages à Tel-Aviv, comme dans le cœur de leurs familles, les secondes s'égrenent cruellement, couleur de sang. Mais les opposants au gouvernement craignent aussi les dérives autocratiques. « Il est déjà possible de voir les conséquences directes des nominations de proches d'Itamar Ben-Gvir [ministre d'extrême droite de la Sécurité

nationale, ndr] aux postes de commissaire national de la police, et de celui d'inspecteur-général des prisons », explique Gal Stern, 25 ans, en études bibliques à l'Université hébraïque de Jérusalem, et co-organisateur du collectif étudiant Jour d'après. Des manifestants interrogés en garde à vue ont raconté anonymement à la chaîne publique que les policiers « voulaient savoir si on avait été payés par [l'ex-Premier ministre travailliste] Ehud Barak pour venir aux manifestations ». En Israël, pays en miroir avec son armée, c'est ce qu'on appelle l'esprit du commandant : les subalternes ont tendance à appliquer sans en avoir reçu l'ordre les directives implicites du chef. « Cela décourage les gens à sortir », soutient Gal Stern. Les partisans de Nétanyahou ont repris à leur compte

l'unité des causes. Les réseaux sociaux de la droite dure, et la 14, chaîne de télévision d'information de la même mouvance, ont franchi une ligne rouge en désaccablant les otages. Elles ont accusé Farhan Qadi, bédouin israélien enlevé le 7 Octobre et retrouvé vivant dans un tunnel, d'avoir collaboré avec le Hamas. Les familles d'otages les plus exposées racontent avoir reçu de multiples messages de haine. L'entourage de Benyamin Nétanyahou dément l'existence d'une campagne organisée, mais le Premier ministre lui-même, dans ses remarques hebdomadaires dimanche matin, a tenu à souligner que c'était la volonté du Hamas de « manipuler les familles d'otages ».

Pschitt. Malgré le succès des manifestations de samedi, ce n'est pas l'optimisme qui règne dans les cortèges. « Nous sommes sortis tous les jours cette semaine. Je ne sais pas si nous pouvons répéter l'exercice », explique Gal Stern, qui n'est pas par ailleurs convaincu de l'impact réel de la rue. Et il y a peu d'autres leviers : une grève lancée par la puissante intersyndicale Histadrout lundi a été soufflée par une action en justice du gouvernement, qui a soutenu avec succès que l'organisation ne pouvait pas faire de politique. Un coup de communication qui a fait pschitt, pour Gal Stern, qui pense que les syndicalistes « n'avaient qu'une seule balle dans le chargeur ».

La stratégie des contestataires devrait se reporter sur les maillons faibles de la coalition. Il faudra camper devant les maisons de quelques députés modérés du Likoud, ou de politiciens ultraorthodoxes qui pourraient être sensibles au fait que « des actions de Nétanyahou vont à l'encontre des préceptes les plus importants du judaïsme », ajoute Gal Stern. Malgré l'intensité de la lutte, les rues de Tel-Aviv étaient revenues à la normale, dimanche. En Israël comme en Palestine, on pense que la routine des lendemains démontre la résilience des deux peuples. Mais ils n'ont jamais vécu une guerre aussi longue, ni aussi destructrice : dimanche, on s'approchait des 41 000 morts à Gaza. ♦

L'HISTOIRE DU JOUR



LIBÉ.FR

Adieu à Sérgio Mendes, légende de la musique brésilienne

Le musicien et pianiste au sourire Colgate, capable du meilleur de la bossa nova comme du pire de l'easy listening kitsch, est mort à l'âge de 83 ans à Los Angeles. Il nous laisse une œuvre hybride et inégale, adorée des fans de groove. PHOTO AP

Grenoble: un employé municipal tué après avoir tenté de retenir un chauffard

Un agent municipal employé à la propreté a été tué par balles dans le centre-ville de Grenoble, dimanche matin, après avoir voulu empêcher l'auteur d'un accident de la circulation de s'enfuir, a indiqué le procureur de la République, Eric Vaillant. L'employé municipal n'a pas survécu à ses blessures. « Suite à un accident de la circulation à proximité de la mairie de Grenoble ce [dimanche] matin vers 7 h 30, le responsable de l'accident a tiré deux coups de feu sur un employé municipal qui aurait cherché à l'empêcher de s'enfuir », a indiqué le parquet à la presse, confirmant une information du Dauphiné libéré. « La

victime a reçu deux balles dans le thorax », a précisé Eric Vaillant. Selon le quotidien régional, l'altercation s'est produite sur les lieux de l'accident entre un véhicule Peugeot et une Audi qui l'avait percuté. Un fonctionnaire communal est intervenu et le conducteur de l'Audi aurait tiré plusieurs coups de feu dans sa direction. La conductrice du véhicule percuté, une femme âgée, n'était que légèrement blessée, selon une source policière. Elle bénéficiera de six jours d'interruption temporaire de travail, a indiqué le parquet. Ce dernier « a saisi de l'enquête les policiers du service local de la police judiciaire de Gre-

noble, qui recherchent activement le tireur », a ajouté le procureur. Son identité restait inconnue dimanche en fin d'après-midi. Sur les réseaux sociaux, le maire de Grenoble, Eric Piolle, a dénoncé « un acte inqualifiable, d'une violence extrême ». « La ville condamne les faits et apporte son plein soutien à la famille de l'agent, ses collègues de travail et tous ses proches. La ville se tient aux côtés de tous les agents publics grenoblois profondément affectés par ce drame. Aujourd'hui, c'est l'ensemble du service public qui est meurtri », a déclaré l'édile, qui annonce la mise en place d'une « cellule de sou-

tien psychologique » à destination des employés municipaux. Grenoble et son agglomération ont enregistré plusieurs épisodes de violence par arme à feu au cours de l'été, qui avaient fait jusque-là un mort et une dizaine de blessés. « Toutes nos pensées vont à [ses] proches, ses collègues de travail et camarades de luttes », a réagi sur X (anciennement Twitter) l'union CGT du Grand Grenoble, à laquelle l'agent était affilié. La préfecture de l'Isère a également fait part de sa solidarité aux collègues de « l'agent des services municipaux assassiné dans les rues de Grenoble ».

(avec AFP)

Algérie Le président sortant Abdelmadjid Tebboune réélu avec 94,65 % des voix

Il n'y avait aucun suspense. A l'issue d'une campagne monotone, le président sortant Abdelmadjid Tebboune a été réélu au premier tour avec un score écrasant : 94,65 % des voix. Youcef Aouchiche, le candidat du Front des forces socialistes, parti politique laïc d'opposition très implanté en Kabylie, arrive en deuxième position, suivi par l'islam-conservateur Abdelali Hassani, chef du Mouvement de la société pour la paix. L'unique enjeu de ce scrutin n'était pas de savoir qui allait en sortir vainqueur, mais de connaître le taux de participation des 24 millions d'électeurs afin de jauger le taux de popularité du locataire du palais d'El-Mouradia après cinq années au pouvoir. Mal élu et décrié lors de son élection en 2019 (six Algériens sur dix avaient boudé les urnes), Tebboune n'avait pas non plus réussi à mobiliser la population lors du référendum constitutionnel de 2020, pour lequel seul 23 % du corps électoral s'était déplacé. Cette fois encore, le taux de participation est faible : 48,03 %, a annoncé l'instance électorale après la clôture des bureaux de vote, à 20 heures. L.Mn. PHOTO AP



A lire en intégralité sur Libération.fr

Venezuela Le candidat de l'opposition à Nicolás Maduro se réfugie en Espagne

Edmundo Gonzáles Urriutia, le candidat de l'opposition vénézuélienne qui revendique la victoire à la présidentielle du 28 juillet face à Nicolás Maduro, a quitté samedi son pays pour l'Espagne, qui lui a accordé l'asile. Les autorités vénézuéliennes lui ont délivré un sauf-conduit « dans l'intérêt de la paix » dans le pays. Selon une source proche de l'opposition, il a quitté le Venezuela avec sa femme. « Le gouvernement s'engage à respecter les droits politiques et l'intégrité physique de tous les Vénézuéliens », a précisé le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, sur les réseaux sociaux. (avec AFP)

Grèce Contre le surtourisme, une taxe de 20 euros imposée aux croisiéristes

Pour espérer lutter contre les embouteillages de bateaux de croisières dans les ports de ses îles, la Grèce va taper au porte-monnaie. Le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, a annoncé dimanche qu'une participation de 20 euros allait être imposée aux croisiéristes faisant halte dans les îles de Mykonos et Santorin. Sur les 32,7 millions de touristes qui ont visité la Grèce en 2023, environ 34 millions se sont rendus sur l'île de Santorin 1,3 million d'entre eux ont été débarqués de quelque 800 bateaux de croisière dans l'île où vivent seulement 15 500 habitants, selon l'association des ports grecs. (avec AFP)

Cyclisme Primoz Roglic remporte sa quatrième Vuelta en ibère spécialiste

Et à la fin, c'est Primoz Roglic qui gagne. Au terme d'un ultime contre-la-montre dans les rues de Madrid, le coureur slovène de la Red Bull-Bora-Hansgrohe a remporté, dimanche, la Vuelta pour la quatrième fois de sa carrière. Il s'était déjà paré du maillot rouge en 2019 et 2020 dans la capitale espagnole et en 2021. Le grimpeur de 34 ans devient au passage co-recordman du nombre de victoires sur le Tour d'Espagne avec Roberto Heras. L'Espagnol avait perdu le bénéfice de son dernier titre après un contrôle positif fautive de l'arrivée, en 2005, mais l'a retrouvé sept ans plus tard devant les tribunaux. L.M.

Avant France-Belgique, les Bleus et Deschamps ont le vent en poupe

On va finir par voir un ré-éléphant : deux défaites de rang pour les Bleus, en demi-finale de l'Euro allemand (1-2) contre la Roja en juillet et vendredi au Parc des princes en Ligue des nations face à la Squadra Azzurra (1-3) et le président de la FFF, Philippe Diallo, vole au secours de son sélectionneur, Didier Deschamps, en moins de vingt-quatre heures pour expliquer qu'il n'a aucune intention de le virer. Samedi, c'était dans le Figaro : « Chaque chose en son temps. [Le virer] n'est pas mon état de réflexion. J'ai bien aimé ce mot de Didier Deschamps de "rééquilibrer" l'équipe. C'est sa volonté et je la partage. »

Ce lundi, les Bleus accueillent la sélection belge à Décines-Charpieu, près de Lyon, pour leur deuxième match de Ligue des nations et il se passe quelque chose de difficile à décrire. Juste sous la surface des choses, les réalités invisibles se mettent en place. Et elles poussent toutes pour en finir au plus tôt avec la mandature de Deschamps, quatre demi-finales lors des cinq derniers tournois internationaux dis-

putés par les Bleus. Situés pour la plupart en périphérie du foot (médias, sponsoring), ces forces sont au confluent d'intérêts divers. Entre volonté d'aérer la pièce (douze ans que le sélectionneur est là), de ne pas éternellement laisser Zinedine Zidane se morfondre dans l'antichambre ou encore de lutter contre une manière de confiscation d'une sélection figurant de fait le fleuron du sport tricolore quand elle scoote 16 millions de Français devant leur télévision. Difficile pour autant de légitimer le renvoi d'un Deschamps qui a toujours soutenu avec objectivité sportifs de sa tutelle : il faut un levier. Et celui-ci se trouve nécessairement sur le terrain, entre le résultat sec et l'atmosphère que dégage l'équipe.

La défaite essayée vendredi est donc tombée à pic, avec ses leaders supposés (Mbappé, Griezmann, Kanté) fantomatiques et ses remplaçants qui rentrent avec l'allant de celui qui on demande de descendre les poubelles alors qu'il vient de

se glisser dans ses draps. Au micro de TF1, Griezmann a curieusement évoqué un ajustement tactique manqué (« On n'a pas su réagir que le défenseur central [italien] venait à l'intérieur en jouant en 6, on a eu du mal sur cet aspect ») et alimenté une longue séquence débutée avant l'Euro de petites piques entre lui et son sélectionneur, ce dernier n'ayant pas pris de gants pour souligner « le manque de justesse » de son meneur de jeu en Allemagne.

Et Deschamps a tourné autour du pot en évoquant un peu tout : « Je savais qu'on était loin d'être au mieux athlétiquement mais on a été défaillant sur les efforts [à la récupération du ballon] et les contre-efforts [quand les Bleus perdent le ballon]. Je sais qu'en me mettant pas l'équipe qui pourrait avoir le statut de "titulaire", ça nuit à la performance collective [...] En mettant les quatre défenseurs qui ont fait tout l'Euro [seuls deux étaient titularisés vendredi], ça offre des repères. Mais je considère que c'était le mo-

ment de changer, je ne vais pas dévier de cette option pour le match de lundi devant la Belgique malgré la défaite contre les Italiens. » En vérité, tous ceux qui ont joué vendredi, sauf Michael Olise, ont disputé l'Euro. Et le sélectionneur a vu ses cadres plonger comme les autres. Selon l'Equipe, le gardien Mike Maignan a fustigé dans le vestiaire après le match le « comportement de starlettes » de certains, mais pour ce que l'on sait du ressenti de certains joueurs, l'histoire n'est pas celle-là. Lors du dernier Euro, les Bleus sont allés chercher une demi-finale à l'énergie et au mortier. Sans que la facilité ou le plaisir ne s'invitent jamais : ceux-là n'ont plus l'énergie mentale pour aller plus loin. Le sélectionneur aurait pu s'acheter un peu d'indulgence en laissant ses cadres se retaper à Madrid ou Milan, pour « réoxygéner » plus franchement son groupe. Mais il ne l'a pas fait. Sa marge sportive est réduite, l'opposition s'active. Ce France-Belgique s'annonce passionnant.

GRÉGOIRE SCHNEIDER

IDÉES/

Recueilli par
MATTHIEU ÉCOIFFIER

Un parlement tripolarisé où aucune force n'atteint une majorité relative, un président défait qui prétend rester maître du jeu et nomme un Premier ministre de droite dépendant du bon vouloir de Marine Le Pen, un bloc de gauche arrivé en tête des législatives relégué dans l'opposition sous le joug des ambitions présidentielles de Jean-Luc Mélenchon. Y'a-t-il une issue à ce capharnaüm ? Dans un livre récemment paru, *Sortir de l'impasse : le temps de la social-écologie* (éd. Les Petits Matins), le politiste Denis Pingaud, vice-président du think tank la Fabrique écologique, défend la social-écologie comme dépassement de la social-démocratie. Et explique pourquoi, selon lui, c'est la seule voie pour gagner la prochaine présidentielle.

La dissolution, loin d'apporter la clarification politique annoncée par Emmanuel Macron, a abouti le 7 juillet à une tripolarisation de l'Assemblée nationale. Dans quel type d'impasse sommes-nous ?

Les Français ont dit deux choses très claires lors de ces élections : nous ne voulons pas du Rassemblement national au gouvernement, en soutenant massivement le barrage républicain, et nous voulons du changement, en plaçant en tête la coalition du Nouveau front populaire sans lui donner pour autant de majorité.

Or, depuis le soir du 7 juillet, il y a eu un double déni de démocratie. D'abord, Emmanuel Macron n'a même pas considéré la proposition du NFP, disposant du plus grand nombre de députés, de nommer Lucie Castets Première ministre. Il aurait au moins pu lui donner mission de rechercher une majorité parlementaire, comme cela est d'usage dans toutes les démocraties européennes après le résultat des élections.

Mais le NFP, à l'inverse, a refusé de prendre la mesure de sa trop relative victoire. Quand on gagne, on ouvre les bras, on ne les ferme pas. Au lieu de commencer par dialoguer avec les autres groupes de l'Assemblée nationale pour rechercher les conditions d'un compromis – qui n'est pas un gros mot – pour gouverner, ses dirigeants se sont ralliés, de facto, à ce qu'a dit Mélenchon à 20h03 le 7 juillet, demandant au Président d'appeler la coalition de gauche pour appliquer « rien que le programme mais tout le programme du NFP ».

Ils se sont alors retrouvés dans une impasse à pratiquer, dans l'entre-soi, le lâcher de nous comme possi-

«Pour sortir de l'impasse politique, une grande partie des Français est prête à s'engager dans la social-écologie»



Pour le politiste Denis Pingaud, le seul moyen de sortir du bourbier dans lequel le pays se trouve et de permettre à la gauche de remporter la prochaine présidentielle est de réinitialiser le modèle social-démocrate grâce à l'écologie.

bles Premiers ministres plutôt que de manifester, aux yeux de tous, leur volonté de construire de bons accords pour gouverner avec d'autres. A force de quémander à Emmanuel Macron la nomination de Lucie Castets, ils se sont mis entre ses mains et lui ont finalement donné le beau rôle en voulant, pour paraphraser Lacan, «donner ce qu'on n'a pas à celui qui n'en veut pas». Pourtant, le paradoxe est qu'une grande majorité de la population rechigne à la réforme des retraites, attend une revalorisation des salaires, veut s'attaquer à la taxation des riches et se montre prête, pour sortir de l'impasse, à s'engager dans la social-écologie. Et donc Macron a cherché par tous les moyens la continuité de sa politique. En nommant Michel Barnier, un Premier ministre de droite, il mise sur le soutien de LR et la non-censure du RN, Marine Le Pen ayant salué ses talents de négociateur...

Résultat de ce double déni : Emmanuel Macron vole le résultat des élections en nommant Michel Barnier, figure des Républicains, bons derniers des législatives, dont le maintien durable à Matignon est

suspendu à la décision de Marine Le Pen de voter – ou pas – la censure. Joli résultat pour la gauche ! Ou plutôt, bonne pioche pour Jean-Luc Mélenchon, qui peut désormais préparer sa candidature à la présidentielle sur le thème : Macron, Barnier, Le Pen, même combat ! Tous derrière moi !

On est dans une sorte de polarisation de la vie politique qui empêche en fait des recherches de consensus. N'est-ce pas dû à l'absence de fait majoritaire ?

En vérité, le système du scrutin uninominal à deux tours permet à une coalition – par le système de la candidature unique au premier tour – d'accroître ses chances d'être au second. Ce fut le coup de génie de la Nupes puis du NFP. Avec moins de 30 % des voix, la gauche obtient presque 200 députés. Le problème, c'est que, pour chacun d'eux, le prix à payer pour espérer être réélu demain, surtout en cas de nouvelle dissolution, est de rester fidèle à la coalition. C'est ce qui explique notamment la ligne politique encore majoritaire au Parti socialiste. Faire bloc avec les insoumis et, finalement, ne pas gouverner...

La seule voie pertinente pour débloquer la situation serait l'instauration de la proportionnelle. Chaque groupe politique retrouverait ainsi son autonomie et sa responsabilité pour envisager la constitution d'un gouvernement majoritaire. C'est ce qu'il se passe dans de très nombreux pays européens.

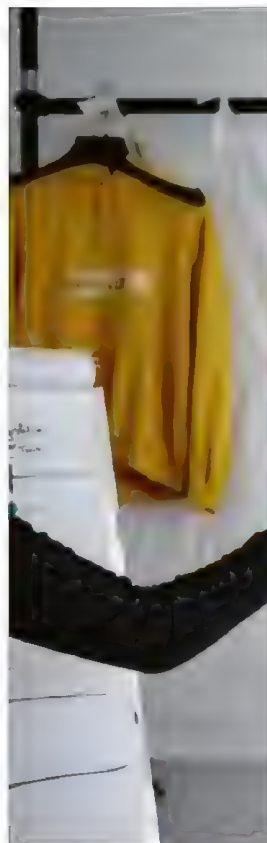
Comment définissez-vous la social-écologie ?

Pendant quarante ans, après la Seconde Guerre mondiale, s'est épanoui le concept de social-démocratie. Il était forgé sur une idée très simple : on accepte l'économie de marché et, grâce à une forte croissance, on s'emploie à en répartir les gains de manière la plus juste possible. C'est toute la logique de la redistribution et des grandes avancées sociales et de pouvoir d'achat durant les Trente Glorieuses. Le problème, c'est que ce modèle est caduc. D'abord, parce que nous ne retrouvons jamais la croissance que l'on avait connue jusque dans les années 90, mais, surtout, parce que, face à l'impératif climatique et écologique, la question de la relation entre la croissance et l'épuisement des ressources énergétiques ou naturelles est posée. L'enjeu est

plutôt d'inventer un modèle de développement qui, sans prôner un retour en arrière ou la décroissance, envisage le progrès social et l'émancipation humaine à l'aune d'indicateurs de bien-être autres que le fameux PIB, mauvais génie de la croissance. Cette construction comptable considère en effet que la mortalité routière ou la déforestation, parce qu'elles génèrent de l'activité humaine, sont des éléments de croissance !

La social-écologie est un dépassement de la social-démocratie qui vise, au fond, à créer les conditions d'une transition «heureuse» et non «punitive». Face aux conséquences du dérèglement climatique, il ne faut jamais oublier que ce sont les plus fragiles qui subiront une double peine. Assurer les fins de mois et éviter la fin du monde : telles sont les boussolles de la social-écologie. Quels seraient les contours d'une coalition sociale-écologique ?

Bruno Latour et d'autres ont travaillé sur l'émergence de ces coalitions d'intérêts autour des enjeux de transition qui réunissent néoruraux en circuit court, bobos à vélos dans les grandes villes, producteurs





En avril 2022, à la Base, un lieu alternatif de lutte pour le climat, aujourd'hui fermé.
PHOTO REMY ARTIGES

bio dans les campagnes, pionniers du recyclage en artisanat ou jeunes diplômés exigeants dans les grandes entreprises.

Une coalition sociale-écologique doit surtout s'appuyer sur les millions de Français engagés dans une vie associative qui protège le vivant et prône la solidarité. L'expression politique de la social-écologie est aujourd'hui trop limitée à des organisations groupusculaires dont le nombre d'adhérents actifs ne dépasse pas la dizaine de milliers de membres.

Vous insistez sur la dimension démocratique que doit promouvoir la social-écologie ?

La social-écologie embrasse la question démocratique sur laquelle la social-démocratie a trop souvent buté en esquivant la demande d'enrichissement de la démocratie représentative. Il faut davantage associer les citoyens aux décisions publiques. Un bon exemple, ce sont les conventions citoyennes qui ont été organisées sur des questions potentiellement conflictuelles comme le climat ou la fin de vie.

Cette forme de démocratie délibérative n'est peut-être pas la panacée mais elle permet à la fois de

confronter les points de vue et surtout de les faire évoluer au rythme des discussions.

Vous estimez que seule la social-écologie peut renouveler l'offre à gauche et défaire l'extrême droite en 2027...

Le paysage de la prochaine présidentielle est déjà en partie dessiné. Marine Le Pen est aux portes de l'Élysée. Jean-Luc Mélenchon considère, à tort, que le soulève-

ment électoral du peuple derrière lui est le meilleur barrage possible. Les autres forces de gauche et écologistes finiront sans doute par s'y rallier après moult tergiversations sur l'hypothèse de primaires. Quant à la droite, elle est déjà divisée entre Edouard Philippe et d'autres potentiels prétendants. Sans compter qu'une partie de son électorat pourrait être tentée par le vote Rassemblement national.

Dans ces conditions, la seule alternative crédible pour empêcher Le Pen de gagner, c'est une candidature qui se situe au centre gauche, avec un programme de rupture et de raison axé sur la social-écologie. En 2017, 10 à 15% des électeurs de gauche ont voté Macron. Ils s'en mordent les doigts aujourd'hui, mais n'ont pas encore pris leurs billets retour.

Le score de Mélenchon, en 2017 et 2022, est l'addition d'un vote de gauche radical, qui a toujours représenté environ 10% de l'électorat à la présidentielle, et d'un vote de gauche moral, très sensible aux valeurs, et très tactique, pour se porter vers le candidat le mieux placé pour accéder au second tour. Cet électorat-là, qui se déclare plutôt

socialiste ou écologiste dans les enquêtes d'opinion, comme les déçus du macronisme venus de la gauche, constitue un socle fort pour rallier un projet qui marie la question sociale et la question de la transition.

Quelles seraient les mesures qui pourraient fédérer autour de ce projet ?

Il faut à la fois combiner une forme de rupture avec le modèle de développement, et en même temps la raison parce qu'on ne peut pas penser gouverner si l'opinion n'apporte pas son soutien. Et donc ça ne sert à rien d'être sur des mesures excessives, inapplicables ou inapplicables. Les électeurs sont vaccinés. En 1981, la gauche plurielle, le quinquennat Hollande ont permis des avancées importantes mais aussi causés de cruelles déceptions au vu des programmes qui leur étaient promis.

En matière d'énergie, par exemple, l'investissement massif sur les renouvelables, pour rattraper le retard de la France, peut aller de pair avec un compromis sur le nucléaire pour assurer les besoins en électricité dans l'industrie ou les transports. En matière de mobilité, il faut

accélérer sur l'électrification du parc automobile tout en développant les mobilités douces et partagées, notamment avec de petits véhicules électriques gérés collectivement et mis à disposition des habitants dans les zones périurbaines sans transport en commun.

En matière de gouvernance d'entreprise, le juste partage de la valeur avec les salariés doit constituer la règle, en même temps que toutes les parties prenantes de l'activité (collectivités locales, associations, clients, etc.) méritent d'être associées aux décisions. En matière d'accueil des étrangers, la fraternité inconditionnelle est un prérequis pour mettre fin à toutes les formes de maltraitance, de la vie dans la rue jusqu'aux files d'attente interminables pour le renouvellement des papiers.

Vous évoquez la mise en place d'un bonus-malus climatique, y compris sur l'impôt sur le revenu et la TVA...

Le bonus-malus fiscal climatique peut d'abord être appliqué à l'impôt sur les sociétés. Ce n'est pas très compliqué du fait des batteries d'indicateurs produits par les fonds ou les organismes de surveillance des grandes entreprises : moins d'impôts pour les activités vertueuses, plus d'impôts pour les activités polluantes. Un système équivalent pourrait être imaginé pour l'impôt sur le revenu, à partir de « signes extérieurs d'empreinte carbone », ou pour la TVA, en fonction de l'origine ou du mode de production des produits.

Reste la question de l'incarnation...

Le ticket d'entrée est faible pour une présidentielle. Il suffit d'avoir 500 signatures, ce qu'ont réussi nombre de candidats improbables par le passé, et un minimum de financement, compte tenu des règles de limitation drastique des dépenses électorales en France. Beaucoup de personnalités situées à gauche ou dans la mouvance écologiste ont déjà fait savoir leur ambition ou peuvent légitimement y prétendre. Pour ma part, je préfère dresser le portrait idéal de madame X. Notoriété, connaissance de l'Etat, engagement écologique, langage cash : telles sont les qualités essentielles auxquelles s'ajoute celle d'être une femme. On peut penser à Clémentine Auit, Laurence Tubiana, Cécile Dufout, Dominique Voynet, Delphine Batho. Aucune ne remplit toutes les cases et d'autres figures peuvent surgir et s'imposer d'ici à 2027. Mais le travail programmatique est urgent à accomplir. On ne va quand même pas laisser Marine Le Pen devenir la première présidente de la République en France !

«La seule alternative crédible pour empêcher Le Pen de gagner, c'est une candidature qui se situe au centre gauche, avec un programme de rupture et de raison axé sur la social-écologie.»



Galanterie et féminisme: swipe à droite

Peut-on encore être féministe et apprécier la galanterie? La chercheuse Jennifer Tamas, spécialiste du XVII^e siècle, répond positivement dans un court essai où elle prouve que le concept, dévoyé, renfermait à l'origine un inattendu désir d'égalité.

Que peut nous dire le XVII^e siècle sur le féminisme, les personnes LGBTQI+, l'sexualité, la fluidité de genre ou les violences sexuelles? Plein de choses. En tout cas, Jennifer Tamas, professeure à Rutgers University (New Jersey) et spécialiste de la littérature française de l'Ancien Régime en est convaincue. Après un court mais très remarqué essai sur les contes de fées et leurs versions oubliées, elle fait paraître au Seuil un *Peut-on encore être galant?* en s'appuyant sur son siècle de prédilection. Citant le sociologue Norbert Elias, elle rappelle que l'étymologie du mot «galanterie» n'aurait rien de la ruse et du désir de domination. Sa pratique serait née sous Louis XIV dans une volonté de pacification avec ses courtisans

après la Fronde. Art de plaire, de jouer, la galanterie est vite devenue, dès lors qu'elle a été utilisée pour séduire les femmes, un «art de perdre». Sous des dehors de civilité et de gentillesse, le galant chercherait à pervertir ses conquêtes – et c'est encore ce que les féministes lui reprochent. Le galant serait beau parleur, faussement attentif, et ses manœuvres ne serviraient qu'à duper celle qu'il cherche à séduire. Preuve récente de la méfiance que la galanterie suscite, Jennifer Tamas évoque l'affaire Strauss-Kahn, en 2011, autour de laquelle les continents n'ont cessé de se déchirer. Aux États-Unis, l'idée d'une «séduction à la française» lui aurait induit un malentendu sexuel était irrecevable. Et la «tribune des Cathédrales» dans *le Monde* du 8 janvier 2018, qui ré-

clamait un «droit d'être importunées», a enfoncé le clou: les partisans de la galanterie ont alors «été perçus comme les icônes archi-privilégiées d'une vieille France qu'il était temps de bousculer». Alors, comment être féministe et encourager ce supposé «art de perdre»?

Pour y voir clair, Jennifer Tamas commence par jeter la lumière sur cet amalgame entre galanterie, libertinage et romantisme. La galanterie, dans son idéal du XVII^e siècle, était un art conversationnel où se mêlait galement bonne humeur, esprit et tendresse – non pas pour tromper mais pour «laisser l'autre parfaitement libre d'accepter l'échange». Cet art «trouble le genre» lorsqu'il oblige les hommes à se maîtriser; il inviterait même ces derniers à emprunter des caractéristiques dites féminines, comme la tendresse et la contemplation étonnée. Chez la femme de lettres du XVII^e siècle, Madeleine de Scudéry, par exemple, l'idéal galant n'est atteint que par un certain art de l'attention. Ses personnages masculins sont délicats, et présentent des

caractéristiques qui relèvent de «l'homme dévirlisé», comme on le dirait aujourd'hui.

La très connue Carte de Tendre, publiée dans son roman *Clélie* en 1655, en est, selon elle, l'expression la plus célèbre: «Le consentement ne figure pas comme étape, se constituant lui-même de plusieurs degrés où chaque nuance, pas et émotion ont leur importance» (la sociologue Irène Théry dit la même chose lorsqu'elle parle de «civilité sexuelle»: il ne suffit pas de dire que l'on consent à un rapport sexuel pour que tout soit autorisé. Le consentement se rediscute à chaque étape de la rencontre sexuelle, pas forcément par la parole mais aussi par les gestes, qui font le charme du dialogue érotique). Dans plusieurs autres textes de femmes du XVII^e cités dans le livre, la galanterie s'exprime par une question, une ouverture, qui révèle le désir mutuel car les femmes y sont perçues comme des interlocutrices (et non de froids objets de désir comme l'ont figé les œuvres romantiques).

Tamas parle alors d'un «héritage conversationnel» avec lequel il est urgent de renouer, à commencer par être attentif à l'«égalité des tours de parole, l'extrême attention à l'autre, la volonté d'écouter et de faire plaisir». Plutôt qu'à opposer les genres, elle restitue au concept ses subtilités troublantes. Ouvrir et clore une discussion n'est pas un script écrit d'avance, avec des rôles déjà distribués (comme l'est un rapport sexuel). En plongeant dans le sens ancien des mots, Jennifer Tamas tient là des clés salvatrices à la mise en scène dégradante et paralysante de la galanterie telle qu'elle est trop souvent entendue (et pratiquée). Héritées de ces œuvres oubliées, les livres de Vanessa Springora et Camille Kouchner seraient même, pour Tamas, l'expression de cette galanterie féministe qui consiste à parfaire un «art de la séduction fondé sur la conversation et la nécessité de s'enquérir du désir de l'autre».

MARIE-ÈVE LACASSE



JENNIFER TAMAS
PEUT-ON
ENCORE ÊTRE
GALANT?
Seuil, 160 p., 16 €



Retrouvez chaque samedi L'Elle, Lui, L'autre, Liberté, LGBTQIA +), la newsletter Idées de Libé sur le féminisme, le genre et les sexualités.

IDÉES/



MÉDIATQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANMichel Barnier
et Alain Duhamel,
papoti papota

Alain Duhamel ne commentera plus l'actualité politique, mais avec le nouveau Premier ministre ils ont passé l'été, au même endroit, où l'option Barnier circulait déjà.

Coup de tonnerre sur BFM : c'est la dernière saison d'Alain Duhamel. Truchot-Marshall, abasourdi : « Mais pourquoi la dernière ? C'est vrai, pourquoi donc se retirer dans la fleur de l'âge, à 84 ans ? Le sortant a préparé sa punchline : « Soit je divorçais de BFM, soit je divorçais de ma femme. » Héroïque, il a choisi.

Le lendemain, s'amorce la tournée interne des adieux chez Apolline de Malherbe, tout aussi incrédule. « Vous allez vraiment arrêter ? » N'agréons rien, il reste encore une saison. Malherbe : « On va en profiter comme jamais. » Mais tout de même, un Duhamel de moins, quel cauchemar ! Toutes chaînes confondues, ne vont subsister que trois Duhamel, dont une collatérale et un descendant ! Qui donc, désormais, saura coller, détachant les syllabes, les trois éloges appropriés – « je l'ai trouvé énergique, rassembleur et ambitieux » – sur les confidences de presse présidentielles ? Une chape obscure va englober le monde. Le patriarcat, lucide : « Il y a trop de gens de ma famille. » Ah tiens ! Apolline de Malherbe n'y avait pas

pensé. « Ça vous met mal à l'aise ? » Humblement : « Oui. Déjà sous Giscard, c'était un problème politique. Je n'aime pas quand avec mon frère on est tous les deux à la même heure sur le même sujet. »

Pour sa dernière saison, la politique a préparé à l'octogénaire un menu de roi : une sorte d'écroulement de la V^e République en direct et en accéléré, en forme de remake de la IV^e, avec ballet des prétendants à l'Elysée, consultations flévrées, chute des ministères avant même nomination. Cet été, pour tenter de comprendre la psychologie présidentielle, il a lu le *Joueur* de Dostoïevski. Classe. « C'est l'histoire d'une addiction », s'effraie Apolline de Malherbe.

Mais sur son lieu de vacances, il a aussi rencontré des amis. Comme Michel Barnier, par exemple, tout nouveau Premier ministre dont, jeudi au soir, BFM attend l'arrivée à Matignon en meublant gentiment. Ah tiens, le voilà qui sort de chez lui « à quelques centaines de mètres de Matignon », précise Neila Latrous, la cheffe du service politique qui, en digne bébé Duhamel, maîtrise parfaitement la topographie du quartier des ministères. Truchot-Marshall, rebondissant : « Vous l'avez rencontré cet été ? » « Oui, on passe nos vacances au même endroit. » Le monde est petit. « Pour Matignon, on avait évoqué des noms. Et il m'avait dit "on parle aussi de moi". » Tiens donc ! Une option Barnier, dès l'été dernier ? « Et ce qui est extraor-

dinaire, c'est que ce n'est pas sorti. » Extraordinaire, en effet, cet art de la rétention d'information. Alain s'est même gardé d'avertir son frère de cette confiance de Barnier : à la même heure, sur une autre chaîne, Patrice Duhamel instruit un implacable procès du socialiste Olivier Faure, comme seul coupable présumé de la nomination d'un Premier ministre de droite, par assassinat de l'option Caze-neuve. Ah si Alain avait parlé à Patrice ! Ainsi s'achève un demi-siècle de quintessence de journalisme politique en vase clos, dans une radicale cécité à l'évolution sociale et sociétale, qui amena Duhamel par exemple à « oublier » Ségolène Royal, parmi les photos de couverture d'un livre sur les candidats pos-

sibles à la présidentielle de 2007 : elle n'appartenait pas au cercle magique (et masculin) des prétendants légitimes.

Ainsi sort de scène le symbole de la domination, dans l'audiovisuel public et privé,

Ainsi s'achève un demi-siècle de quintessence de journalisme politique en vase clos, dans une radicale cécité à l'évolution sociale et sociétale.

du journalisme de Cour, d'exégèse et d'accompagnement, sur le journalisme d'investigation. Domination qui conduisit, notamment, à maintenir le bon peuple dans l'ignorance de la maladie de Pompidou, du cancer de Mitterrand, de son passé vichyste, de l'existence de sa fille naturelle, de l'obsession sexuelle de « DSK », etc.

Sans compter tout ce qui reste à apprendre. Coïncidence, est publié ces jours-ci un édifiant livre-enquête du chercheur Thomas Delton sur le passé occulté du jeune Mitterrand sur l'Afrique et la décolonisation (*L'Afrique d'abord* ! éditions la Découverte). Où l'on apprend que l'ex-président fut, dans les différents postes ministériels qu'il occupa dans les années 50, un fer-

vent partisan de la présence française en Afrique, position qu'il s'efforça de camoufler par la suite, quand il entreprit de prendre le pouvoir par la gauche. Comment une si longue occultation fut-elle possible ? Par la complicité ou la cécité volontaire de nombre d'historiens et de journalistes politiques.

L'un d'eux, notamment, réalisa en 1969 avec Mitterrand un livre d'entretiens, dans lequel, raconte Delton, le futur président, multipliant affabulations et confusions volontaires, put se présenter comme « précurseur, héros et martyr de la décolonisation ». Ce livre, *Ma part de vérité*, lança la brillante carrière de ce jeune journaliste qui s'appela, on l'aura deviné, Alain Duhamel. ◀

SIGNÉ COCO



CULTURE

Festival de musique émergente

A nous clouer le Québec

Depuis vingt-deux ans, la manifestation réunit chaque été la crème des scènes alternatives dans la très isolée ville minière de Rouyn-Noranda. Un paradis indé toujours foisonnant malgré son institutionnalisation, dans un contexte québécois pas forcément simple pour les artistes.

Par
MARIE KLOCK
Envoyée spéciale
à Rouyn-Noranda (Québec)
Photo **PAIGE BARLOW**

«**V**iens, on va à la buanderie.» Alors certes, le trajet en bus de Montréal à Rouyn-Noranda a duré plus de dix heures entre forêts et lacs, on n'a pas pris de douche et quelques taches de moutarde jaune fluo maculent subtilement notre tee-shirt, mais l'espace d'une demi-seconde, on est piqué par cette invitation: est-on si sale que ça? Heureusement, les velléités de notre camarade de soirée sont purement musicales et l'adite buanderie n'est que le point de repère pour trouver le show secret qui a lieu en plein air ce soir-là, dans le cadre du Festival de musiques émergentes (FME). L'événement culturel se tient chaque été depuis vingt-deux ans dans tous les recoins de cette ville minière d'Abitibi-Témiscamingue, capitale canadienne du cuivre aux paysages bucoliques bien qu'imbibés d'arsenic, et n'a rien perdu de son énergie défrichée malgré son institutionnalisation. Grâce notamment à un vent frais apporté à l'équipe de prog qui s'est enrichie récemment du binôme d'à peine trentenaires Marilyne Lacombe et Philippe Larocque, cofondateurs du label montréalais Mothland et éminents connaisseurs des scènes alternatives du Québec. Sous nos yeux hagards de fatigue et d'IPA locale se déchaine un groupe montréalais visiblement biberonné aux Osees, accompagné d'une espèce de lutin surfeur en jogging orange, Crocs et tee-shirt «*Chill since 1993*» (cédendu depuis 1993) qui danse de façon erratique au mi-

lieu de l'ensemble en agitant un tambourin. Mais la précision de cette formation garage est épataante, et si Bouge Pas n'a encore sorti aucun album, le jeune groupe est construit sur les cendres du trio Shake Well Bros qui a agité pendant des années les bars interlopes de Montréal. Cette scène-là est bien représentée au FME, mais les groupes franco et anglophones d'autres coins et d'autres styles ne sont pas en reste - on croise aussi bien les new-yorkais TVOD que les Tourangeaux Mossai Mossai ou les Bruxellois Ada Oda, mais aussi du rap tout sauf émergent (Souldia, Loud Lary Adjust...) puisque, coïncidence géographique, le plus gros label rap indé du Québec, 7ième ciel, fondé en 2003 par Steve Jolin pour sortir sa propre musique, est lui aussi originaire de Rouyn-Noranda. Et le FME, comme nous l'explique son cofondateur Sandy Boutin, a depuis le tout début «des objectifs sociopolitiques, socioéconomiques: on voulait prendre des risques en aidant des formes de musique qui avaient moins de place, et que ce soit un moyen de rétention des jeunes dans la région».

«**Une vraie culture underground dynamique.**» Une région isolée, sans liaison ferroviaire ni autoroutes performantes ni vols low cost et où, dans la jeunesse de Sandy, aucun des groupes qu'il aime ne passe sur les ondes des rares radios émettant dans le coin, et encore moins en concert. Après avoir quitté un job au gouvernement du Québec, alors qu'il est au milieu de sa vingtainne, le jeune homme issu de la classe moyenne, mère institutrice et père dans la construction de routes,

profite de son indemnité de départ pour monter le festival, modestement au début, avec une vingtaine de groupes répartis sur quatre lieux et un budget total de 60 000 dollars, sans aucune subvention mais avec pas mal de bricolage et d'implication bénévole. «Le bassin de population est petit et c'est le seul dans un rayon de 400 kilomètres, la ville ne compte que 40 000 habitants... Je ne pouvais pas faire comme aux Vieilles Charrues, un site fermé en autarcie. Il n'y a pas les infrastructures. Il fallait faire un truc implanté dans la communauté, là où les gens d'ici prennent leur café, leur bière...» Inventer des structures ou des façons de subsister quand il en manque ou que celles qui existent sont défaillantes, inaccessibles voire hostiles, voilà de quoi on s'est beaucoup entretenue aussi bien à Rouyn qu'à Montréal au gré de vadrouilles musicales dans un milieu qu'on qualifiera au sens large de DIY - et un pays qui n'a pas de statut d'intermittence ou équivalent. Avant de partir, aussi bien des locaux que des camarades français habitués des tournées bricolées en bouche à oreille via nos précieux réseaux associatifs déplorant la faiblesse du maillage québécois ou les bizarreries underground ont bien du mal à se répandre hors Montréal ou Québec. «Je disais aussi ça, nous confie la musicienne folk Myriam Gendron quelques heures avant son concert, mais les choses sont en train de changer. Avec le Covid, beaucoup de gens sont sortis des grandes villes et ont créé des lieux, donc il y a de plus en plus de petits milieux qui s'organisent en région, des salles tenues par des gens curieux, ouverts à sortir des sentiers battus... une vraie

culture underground dynamique qui n'existait pas au Québec sous cette forme il y a dix ans.» Longtemps, Myriam Gendron n'a pas cherché à vivre de son art et travaillait en tant que libraire. Son premier album paru en 2014 sur un petit label de Portland a eu beau faire l'objet de critiques dithyrambiques, elle le considère comme rien d'autre qu'une parenthèse dans sa vie professionnelle et familiale et ce n'est qu'en 2022, suite au succès indé fulgurant de *Ma dernière*, qu'elle se résout à quitter la librairie dont elle était salariée depuis quatorze ans. Alors que sa ferveur musicale remonte à l'adolescence où elle apprend la guitare en autodidacte et joue aussi bien dans le métro parisien que dans un groupe de métal, la musique était jusque-là «un truc à côté» pour elle, au point qu'elle ne réalisait même pas ce qu'elle était en train de faire en enregistrant ses premiers morceaux «juste pour s'en rappeler» au cours d'une rencontre quasi érotique avec un recueil de poésie de Dorothy Parker, alors qu'elle n'avait encore jamais composé.

«Je me fais chier à être moi-même»

L'illustratrice et musicienne Amery Sandford, qui sortait cette année un premier album solo très réussi (*Continue as Amery*), vit depuis deux ans de sa pratique graphique et définit la musique comme «cet autre truc que je fais», bien qu'elle le fasse depuis longtemps. Passée par des petits boulots aliénants, elle a appris ses meilleures leçons au contact de l'illustrateur Raymond Biesinger pour qui elle a travaillé deux ans: «C'est un punk d'Edmonton et il m'a montré concrètement comment prendre plus de distance

avec la partie créative du métier d'artiste et à penser aussi au côté business - tout ce qu'on n'apprend pas en école d'art...» Déroutant pour nos oreilles européennes d'entendre les mots «punk» et «business» dans la même phrase, mais quand les loyers montréalais ne cessent de grimper, «la pression financière l'encourage à apprendre à utiliser ses talents de plein de manières différentes pour gagner sa vie». Plus que tout, elle chérit l'entraide qui résulte de cette précarité et devient presque une fin en soi: «Pour cet album, mes amis, mon compagnon, mon groupe, tous les gens que j'aime à Montréal ont mis la main à la pâte. C'était une joie et ça me comble d'imaginer que quand je serai vieille, je réécouterai ce disque en me disant que c'est à ça que ressemblait cette ville à ce moment précis. Faire ce qui est le plus fidèle à ma vision, c'est la seule chose sur laquelle j'ai un contrôle. La suite ne m'appartient pas.» Un rapport à la création dont Safia Nolin, pourtant bien plus privilégiée, fait l'apprentissage douloureux en 2018 au moment de son deuxième album, qui est loin d'avoir le succès grand public du premier (*Limollou*, 2015) alors qu'elle a le sentiment qu'il lui ressemble plus. «Même quand tu sais que c'est un classique de l'industrie, nous dit-elle, c'est difficile d'accepter. Il m'a fallu apprendre à défaire le lien entre la valeur de ce que je fais, ce que je suis, et le résultat.» De





là naît peu à peu un sentiment d'inadéquation avec cette industrie: «Dans ma musique comme dans la sphère publique, je me fais chier à être moi-même, alors pourquoi je m'impose de respecter des règles de commercialisation qui me rendent malheureuse?» Début 2023, elle quitte donc (en bons termes) son label historique Bonsound et s'amuse depuis à bricoler ses propres pochettes et clips. «Je me sens vraiment mieux comme ça, et si ça marche moins bien qu'avant je ne le vois plus comme un échec. Je suis retournée à ce dont j'avais vraiment envie,

le fait main. C'est pas compliqué: j'aime quand c'est le plus petit possible. Et émotionnel.» Preuve au FME, où elle se produit en guitare-voix dans un restau, assise au milieu du public avec son comparse, et sa musique n'en est pas moins puissante.

«Militantisme pour la redistribution des subs»

Si le festival peut exister dans son ampleur actuelle, fonctionnant aujourd'hui avec un budget de 2 millions de dollars, c'est grâce aux subventions dont il bénéficie, et Sandy Boutin donne un aperçu de leur

complexité, entre les aides du gouvernement canadien à destination des projets francophones, celles du gouvernement québécois pour les projets anglophones qui y sont minoritaires, celles attribuées pour la programmation d'artistes autochtones... Bien installé dans le paysage culturel, il sait quels leviers actionner mais rappelle qu'ici, en l'absence de tout filet permettant comme le statut d'intermittent de s'assurer un revenu de base même pendant les périodes de creux, «pour survivre, un musicien doit jouer dans plusieurs groupes à la

fois, même chose pour les techniciens: c'est la vie de pigiste avec toutes ses insécurités».

Et l'inconstance qui peut en résulter dans les prestations, comme le souligne le rappeur Rowjay, qui constate que «c'est plus difficile de trouver un bon gars de son à Trois-Rivières qu'à Nantes: en France, il y a du staff compétent partout, la musique et la culture y sont plus valorisées qu'ici». Et met le doigt sur une autre douloureuse réalité, à savoir que s'il existe tout de même un bel éventail d'aides publiques (Conseil des arts du Canada, Conseil des arts

et des lettres du Québec, Musicaction, Factor...), il est ardu voire impossible d'y accéder quand on est un artiste indépendant. «Un mal de tête», résume-t-il: il ne s'y est frotté qu'une seule fois pour financer une tournée et n'a récolté au final que 3000 dollars sur les 21 000 nécessités, le tout au terme d'un cauchemar bureaucratique de plusieurs mois. En outre, depuis le Covid, le taux d'attributions de bourses du CAC et du Calq a drastiquement chuté, conséquence d'une explosion des demandes d'aide. «Il va falloir faire du militantisme pour la redistribution des subs, estime Safia Nolin, être fit auprès du gouvernement, de l'Union des artistes. Parce que ce n'est que très récemment qu'ils ont commencé à donner des subs aux artistes autoproduits, et les critères sont encore très durs.» Myriam Gendron, qui s'est d'abord heurtée à un refus, a fini par décrocher un soutien du Calq pour produire son deuxième album, mais si elle vit aujourd'hui de la musique, elle ne s'y fait toujours pas vraiment – et d'autant moins depuis l'irrésistible ascension du conservateur Pierre Polleuvre, qui pourrait remporter les élections fédérales l'an prochain et ne prononce le mot «culture» que quand il s'agit de pourfendre la «culture woke». Pas franchement rassurant pour les existences déjà fragiles des musiciens, alors tant que possible, Myriam Gendron essaie de «faire confiance que ça va aller, qu'on trouvera bien une solution. Il faut que j'arrête d'avoir peur et que j'essaie de profiter de cette vie qui est quand même cool. Être maître de mon temps, pouvoir passer la journée à jouer de la guitare, faire une promenade si je n'ai pas d'idées... C'est quand même pas pire». ➔

musica
 festival
 2024

strasbourg
 20 sept. — 3 oct.

metz
 4 — 6 oct.



Dans le catalogue hétéroclite de Gaumont, Sylvain Perret aime le meilleur comme le pire. PHOTO GAUMONT

«Gaumont, l'étrange anthologie», droit au rebut

Chargé d'édition chez Gaumont, Sylvain Perret a bricolé à partir des plus troublants documents du catalogue d'actualités de la firme un long métrage d'une drôlerie folle, projeté à l'Etrange Festival.

Oui, oui, quelque part dans les années 30, un biologiste créa un spécimen d'unicorne grâce à une opération chirurgicale pratiquée sur un taureau peu après sa naissance. Oui, dans les années 70 existait un homme surnommé «Monsieur Mangetout», capable de manger une bicyclette entière en quinze jours. Et oui, parmi les défis les plus tordus du XX^e siècle figura l'escalade de building à mains nues les yeux bandés. Pour quoi faire ? La réponse flotte quelque part dans les limbes de l'inconscient d'une société et ce sont ces perturbants bas-fonds du siècle dernier qu'arpente aujourd'hui un film d'une drôlerie et d'une poésie rare, spécialement composé pour les 30 ans de l'Etrange Festival, terre d'asile des cinéphilies alternatives. Gaumont,

l'étrange anthologie est un genre de compile what the fuck vintage, uniquement composée d'extraits de reportages et documents filmiques un jour projetés en avant-programme des séances de cinéma et dormant aujourd'hui en fond de cale du catalogue de Gaumont.

Pouliche à trois pattes. Parmi le prestigieux fond de la firme centenaire (1400 œuvres et plus de 14000 heures d'archives d'actualités), il est plutôt d'usage de valoriser les objets nobles comme un très beau film de Louis Feuillade plutôt que les rebuts de l'histoire, les naras érotiques japonais ou l'interview surréaliste de ce prêtre français tentant de guérir des Haïtiens du vaudou. Seulement, de ce catalogue hétéroclite, Sylvain Perret aime le meilleur comme le pire. Documentariste féru de cinéma d'exploitation et d'ovnis bis, chargé d'édition vidéo chez Gaumont depuis 2017, il se passionne même davantage pour l'ivraie que le bon grain, enchanté par la façon dont les images folles ou aberrantes nous renseignent sur les obsessions d'une société. Ses collègues de GP Archives (la branche dédiée à la conservation des archives d'actualités de Gaumont-Pathe) l'ont alors aidé à arpenter pendant des mois le plus bizarre du

catalogue, flairant les pépites à coups de mot-clé «syphilis» ou «pouliche à trois pattes» : «C'était formidable car ces images ont pu être scannées en 4K et ont donc bénéficié de la technologie la plus récente», s'émeut-il au téléphone.

De ce minutieux travail d'archéofreak naît donc aujourd'hui ce grand zapping de l'absurde où sonnent la désuétude du phrasé des commentateurs période ORTF (qui disent le «s» en prononçant «rien de plus») tandis que brillent en gros plan les yeux de l'hypnotiseur Dominique Webb. Les différentes archives suscitent en elles-mêmes la

stupéfaction, à l'instar de ce reportage aux confins de l'expérience dada sur le recordman du vélo sur place, immobile pendant 6h15 sous les commentaires de son épouse belge. Mais c'est bien le travail d'écriture, celui du montage, qui confère au film un statut d'œuvre à part entière plutôt que de simple catalogue de l'insolite. Encadrés entre des poules en pyjama cavalcant sur une musique SF et les champions du monde du crachet de pépins de melon, les débats entourant l'IVG au début des années 70 se teintent inévitablement de couleurs fantastiques. À l'instar, également, des vieilles polémiques entourant l'afflux de travailleurs immigrés à Marseille, semblant elles aussi faire du sur-place depuis quatre décennies.

Accidents de la route. Sylvain Perret a choisi d'étiqueter son film dans la mystérieuse catégorie «mondo». Mondo, du nom de ces compilés d'images chocs et racoleuses (abattoirs, rites exotiques, accidents de la route, animaux agonisants...), adorées notamment des Italiens et produites pour trois francs six sous jusque dans les années 90. Internet devient ensuite le principal pourvoyeur de spectacles de foire transgressifs et voyeuristes

mais avant cela John Waters a réalisé des mondo, de même Claude Lelouch qui, paraît-il, renie aujourd'hui son film. «Bien sûr, il faut regarder ces images au second degré, comme des documents qui nous renseignent sur ce qui fait peur et paraît choquant», avertit Sylvain Perret. Il raconte qu'en arrivant chez Gaumont en 2017, il s'est rendu compte qu'une des pépites françaises du genre, *Paris-secre*, réalisé en 1965 par Edouard Logreux, n'avait jamais été numérisé. Telle fut donc sa mission pendant cinq ans : pister les vieilles pellicules, remonter les bobines, sauver les films les plus dingues du couloir du bon goût. Son *Etrange Anthologie*, toutefois, ne répond pas exactement aux caractéristiques du mondo. «Il s'agit simplement d'un clin d'œil, comme une façon de prévenir que le film montre tout ce qui n'est habituellement pas montré». Un mantra professionnel qu'il partage avec l'équipe de l'Etrange Festival, où sera projeté le film. Un festival que Sylvain Perret attend, chaque année depuis 2001, «comme on attend les vacances» et qui programme entre autres cette année les nouveaux films de Bruce LaBruce ou Bertrand Mandico et les cartes blanches de Noémie Merlant ou Alexis Langlois.

EVE BEAUVALLET

Les archives
sur l'histoire
de l'humanité
ont été
révisées sur le
terrain du vélo
sur place. En fait, il
paraît qu'il y a
des commotions
de son épouse.

GAUMONT 30 ANS
AN...
30 ANS DE L'ETRANGE
FE...
1...

Entre réalisme et rêve, les exquises peintures de l'Argentine, remise en lumière à la faveur de la redécouverte des femmes surréalistes, sont exposées à Paris à la galerie Minsky.

Dire que son tableau *Extrême Nuit* (1977) figure dans l'exposition «Surréalisme» au centre Pompidou, alors qu'elle détestait ce musée... «Avec tous ces gros tuyaux, exposer à Beaubourg, moi ? Jamais !» Mais c'est aussi à la galerie Minsky que l'on peut se faire une idée de la patte de Leonor Fini (1907-1996), une artiste certes un peu éclipsée aujourd'hui mais une star extraordinaire en son temps. «Ses tableaux sont très recherchés, nous sommes obligés d'en racheter», affirme sa galeriste Arlette Souhami qui la représente depuis 1978. La première fois que je l'ai vue, elle m'a tellement impressionné que je n'ai pas pu lui parler. Elle était belle, un peu stressante, avec un fort accent italien. Sa vie même était surréaliste. » A la faveur de la redécouverte des femmes surréalistes, l'art de Leonor Fini est à nouveau prisé, en salle de ventes et dans les expositions – on l'a vue à la Biennale de Venise notamment, en 2022.

Coqueluche. Aux murs de la galerie Minsky, une vingtaine de tableaux de toutes les époques, un premier peint à 17 ans, la *Visite* (1924), avec ses deux tantes dont l'une semble souffrir d'une rage de dents, une adorable *Femme en armure II* (1938), guerrière pensive à la chevelure en cascade de plumes noires, des œuvres plus tardives comme *Passagers XV* (1989), une tête de faune au regard pénétrant et aux oreilles pointues, ou encore les *Baigneuses* (1992), une scène de baignade sensuelle toute



Autoportrait avec Stanislao Lepri (1942-1943) de Leonor Fini. GALERIE MINSKY

Leonor Fini, pinceau dans l'inconnu

en transparences. Il y a à tout le style singulier de Leonor Fini, qui change avec le temps, et mêle précision et flou, réalisme et rêve, symbolisme et surréalisme, influence préraphaélite et viennoise... Parmi tous ces petits formats, un tableau détonne, l'inquietant *Nébula* (1982), une scène de poursuite nocturne dans le brouillard, avec deux ombres fantomatiques.

Née en Argentine, Leonor Fini a grandi à Trieste, en Italie, de parents séparés. La petite fille est parfois déguisée en garçon pour échapper au rapt de son père. Issue d'un milieu bourgeois, dissipée à l'école, elle dessine les insectes et les escargots du jardin. C'est en autodidacte qu'elle commence à exposer dès la fin des années 20, échappant

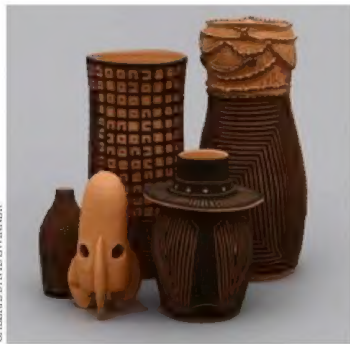
à la carrière de juriste grâce à une sévère conjonctivite. Amie d'Elsa Schiaparelli, Christian Dior, Giorgio de Chirico, André Pieyre de Mandiargues et Meret Oppenheim, elle se lie aussi d'amitié avec des photographes dont Henri Cartier-Bresson – la célèbre photographie d'une belle plantureuse nue dans l'eau, le sexe rasé, c'est elle – Etiquetée surréaliste, elle fait tout pour ne pas être «le mouton de la troupe» de Breton qui l'appelaient en retour «la scandaleuse». Coqueluche des médias dans les années 60, toujours vêtue avec excentricité, elle était comme «un éclair de taffetas, de parfum et de plumes» perchée sur hauts talons, rapporte son biographe Peter Webb qui cite Dorothea Tanning.

Trouple. Pour gagner sa vie, Leonor Fini peint des portraits de gens riches, illustre de nombreux livres et collabore avec la mode, le théâtre, l'opéra et le cinéma. Dans l'exposition, deux superbes masques – dont un noir quasi intégral, en perles et en tulle – témoignent de sa fantaisie, elle qui donnait chaque année un bal pour son anniversaire. Si Leonor Fini se défendait d'avoir une peinture autobiographique, elle croquait cependant ses proches, comme le montre un ravissant *Autoportrait avec Stanislao Lepri* (1942-1943). Avec cet aristocrate italien et l'homme de lettres Constantin Jelenski, elle vivait en trouple, entourée de nombreux chats. C'est l'étrange et méconnue peinture de Stanislao Lepri qu'il va falloir guetter à partir de novembre : la galerie Minsky les montrera ensemble, dans un deuxième volet, avant d'exposer leurs œuvres sur papier.

CLÉMENTINE MERCIER

LEONOR FINI à la galerie Minsky, à Paris (75 007) jusqu'au 2 novembre. Puis **LEONOR FINI ET STANISLAO LEPRI** jusqu'au 7 décembre.

Shio Kusaka, terre coute



La céramiste japonaise en vue expose à Paris ses adorables poteries, alliages de savoir-faire traditionnel et de minutieux détails et références.

C'est la rentrée des galeries, enfin de certaines, et le satellite de la puissante David Zwirner à Paris a choisi d'inaugurer son espace rénové de la rue Vieille-du-Temple avec une expo de la céramiste Shio Kusaka, née en 1972 au Japon. Vivant désormais à Los Angeles, l'artiste est collectionnée entre autres par le MoMA à New

York et le Voorlinden aux Pays-Bas, et fut jadis représentée par un rival nommé Gagosian – du lourd. Mais ce sont des pièces délicates et drôles qui se déploient dans la grande pièce sous verrière. Dans une scénographie un brin chic, un long socle recouvert de bleu accueille une ribambelle d'œuvres défilant par ordre de taille, les premières pouvant tenir dans la paume d'une main, les dernières plus imposantes (66 cm de haut). Il faut s'approcher et s'attarder : le travail est minutieux et ponctué de références tous azimuts, de la poterie traditionnelle japonaise ou grecque à la série *The Mandalorian*, voire aux travaux de Sol LeWitt. Certes, tout est beau, mais le talent de Kusaka réside

dans sa manière de faire vibrer la matière, qui semble emplit d'une vie propre et mystérieuse. De courts dômes d'argiles bruns, imparfaits comme des pains de sucre, sont striés de sillons, comme autant de traces laissées par un rover sur une planète inconnue. Des vases de porcelaine blanche ressemblent à des habitats miniatures (avec des fenêtres, voire un petit escalier), et quatre vases tubes ornés d'encoches en forme de feuilles, ou d'yeux de dessins animés, évoquent de petits aliens peut-être sortis de cette microfusée, non loin. L'exéc, parfois, de mignonnerie, est compensé par les pièces les plus impressionnantes, des argiles travaillées avec un luxe de fins cordages

de terre évoquant les complications sophistiquées de la poterie Japonaise. Dans la deuxième salle, plongée dans la pénombre, quatre immenses lampes en papier fabriquées avec l'aide de la maison Kojima Shoten de Kyoto, qui existe depuis 1789, évoquent des soucoupes volantes montées sur faisceau de lumière. Il faut revenir sur ses pas pour trouver leur pendan, cette sympathique petite pièce jaune qui ressemble à une figurine ornée d'un chapeau, et dont on cherchait confusément ce qu'elle évoquait.

ÉLISABETH FRANK-DUMAS

SHIO KUSAKA à la galerie David Zwirner, à Paris (75 003), jusqu'au 5 octobre.

Voix de neuf docteur

Jimmy Mohamed Médiatique et bon vulgarisateur, ce jeune médecin généraliste est le nouveau visage du «Mag de la santé» sur France 5.



Retenir ses pets: bonne idée ou pas? Comment éviter la guele de bois? Sans parler de cette vidéo, qu'on vous a peut-être envoyée sous le manteau si par malheur vous êtes sujet-je à la constipation, et qui encourage à ne pas «louper le train du caca» quand il passe... Qui ne s'est jamais trouvé face à ces tracas et questionnements, cruciaux mais nimbés d'un voile de pudeur en société? Pas forcément de quoi déclencher une visite chez le toubib, mais à qui s'adresser? Sur TikTok et Instagram, le docteur Jimmy Mohamed dispense des conseils relatifs à la vie quotidienne, du sommeil à la nutrition, en passant par le tabac, à ses millions d'abonnés (respectivement 1,7 et 1,5 million), avec sérieux, sans humour salace ni jugement. À compter de cette rentrée, ce jeune médecin généraliste hyperconnecté sera aussi le chef d'orchestre du *Mag de la santé*, succédant ainsi à Michel Cymes et Marina Carrère d'Encausse, binôme de 20 ans à la présentation de la quotidienne. Lui ne sort pas de nulle part: quatre ans qu'il y était chroniqueur, avant d'en être cointeneur, jusqu'au printemps dernier. «C'est ma quatrième saison, je suis un peu chez moi», dit-il en souriant, en tee-shirt blanc, costard marine et baskets vert d'eau (il en fait collection) dans les locaux parisiens de la boîte de prod où il nous reçoit. Juste

avant, il était chez RTL, où il renquille à la rentrée. Juste après, il file dans les studios de France Télé.

«C'est un très bon vulgarisateur, qui fait preuve de beaucoup de naturel et de sympathie. Il a l'esprit de bande aussi», loue Gaëlle Chauvin, productrice du *Mag de la santé*, qui l'a recruté en 2021 après l'avoir repéré sur les réseaux sociaux, mais aussi au cours de ses apparitions médiatiques, déjà nombreuses à l'époque (C8, Europe L...) Un temps annoncée morte, l'émission de France 5 a été sauvée in extremis. «La reprendre est un challenge et une fierté», déroule Jimmy Mohamed. Lui dit en être un fidèle téléspectateur depuis ses études de médecine, quand il rentrait déjeuner chez ses parents, hésitant entre regarder *Dragon Ball Z*, son «manga préféré», et le mythique programme médical, lancé en 1998. À l'en croire, ce n'est rien de moins qu'une «mission de service public, aidant les gens à comprendre et être acteurs de leur santé. L'idée est de trouver un juste équilibre entre se divertir et apprendre.»

Comme ses prédécesseurs, il assure qu'il continuera d'aborder «ces choses, dont, parfois, on a honte, sans que ce soit juste pipi caca». Et c'est ainsi que furent conviés, après dix minutes de conversation, les hémorroïdes, le prolapsus et la sécheresse vaginale. Pour autant, il réfute l'idée de faire sauter des tabous:

«Souvent, quand on emploie ce mot, en réalité, tout le monde en parle, mais pas toujours en donnant la bonne info.» C'est à l'en croire ce qui l'a motivé à ses débuts dans les médias, convaincu par un ami de postuler à un casting pour les *Grandes Gueules*, sur RMC, en 2015.

S'il dit avoir été réticent au départ («ça me semblait incompatible avec mes activités»), il finit par se laisser convaincre et même par se prendre au jeu, au point d'accepter ensuite une chronique chez Hanouna, dans *Touche pas à mon poste*. Drôle d'endroit pour un homme dont le pedigree implique une grande rigueur scientifique, ce qui est loin d'étouffer les participants à l'embarrassante foire télévisée du choucou de Bolloré. Diplomate, tout en retenue, Jimmy Mohamed oratoire avoir voulu «apporter une voix différente. On a souvent des caricatures à la télé, avec des discours très chivants. J'ai voulu essayer de moins polariser le débat, apporter autre chose, en étant issu de la diversité, en arrivant à exprimer une pensée complexe avec des mots simples». Il finira par quitter l'émission de C8: «Je me suis posé la question de ma légitimité à donner mon avis sur tout, et j'ai fini par me recentrer sur la médecine. Sur le reste, mon avis n'est pas plus pertinent qu'un autre.» Sans pour autant renier son expérience, dont il pense qu'elle a pu être bénéfique pour certains téléspectateurs.

Quand on lui demande quel regard il porte sur les médias Bolloré, il pose une ligne rouge: «Je n'irais pas sur CNews. Ça, c'est non.» Pour le reste, il dit juste avoir apprécié la relative trêve estivale, quand les chaînes d'info étaient plus concentrées sur les JO que «sur les émissions de débat. En fait, je crois qu'à un moment j'avais espoir de changer les mentalités. Naïvement, je pensais pouvoir convaincre les comploteurs. Mais on leur tend le micro désormais, et leur voix vaut autant que celles de la raison.» Musulman pratiquant, il se situe politiquement à gauche, préfère qu'on ne divulgue pas son vote et déplore la «banalisation de l'extrême droite» et la montée d'un racisme dont il a déjà fait les frais: «Avant que je passe à la télé, alors que j'étais déjà médecin, je me souviens d'une agence immobilière qui, alors que je remplissais tous les critères et que j'avais un garant, m'avait dit: "Avec votre nom, ça va être compliqué".» S'il a à cœur de «bien expliquer les choses», c'est peut-être parce qu'il a un temps envisagé une carrière de prof. Né à Courbevoie, «dans un milieu très modeste», d'un père pizzaiolo et d'une mère vendeuse en boulangerie, mère au foyer puis agente dans une école maternelle, Jimmy Mohamed est l'aîné d'une fratrie de trois. L'un de ses cadets est radiologue; l'autre, ingénieur. La médecine tombe sur cet «élève moyen» tardivement, quand son père l'y pousse en terminale. Originaire d'Égypte, élevé par sa mère après le décès précoce de son père, dans une fratrie nombreuse, le paternel, ingénieur en agronomie, débarque en France au début des années 80. Il s'y marie et fonde une famille, mais n'y fera jamais reconnaître ses diplômes. «Je crois qu'il avait envie d'une sorte de voie royale pour nous, pour passer la classe sociale dans laquelle on était, même si je n'ai jamais manqué de rien.» Pour gagner un peu d'argent, Jimmy Mohamed commence à effectuer des remplacements au sein de SOS Médecins à la fin de son cursus, et a une véritable «révélation» pour les visites à domicile.

Onze ans plus tard, il y exerce toujours, et prend en moyenne une garde par semaine. Il lui arrive aussi d'accepter des partenariats rémunérés. «Mais uniquement s'ils ont du sens et s'il s'agit d'information médicale.» Pour des revenus marginaux, réinvestis dans la fonctionnalité de ses réseaux, à l'en croire. Le reste de son temps, il aime le passer en famille, avec son épouse sage-femme et ses trois enfants, âgés de cinq à onze ans, si possible dans la nature. C'est pour s'en rapprocher qu'il s'est installé dans une petite commune des Yvelines. «Je ne suis pas un mondain, je sors très peu». Bien sûr, il fait du sport, soigne son alimentation, privilégie le fait maison aux plats industriels, ainsi qu'il le prône... N'en jetez plus! On l'exhorte à confesser un péché mignon: «Les Boudin. C'est horrible, boursé de c'est». C'est pas grave, docteur. ➤

23 juillet 1987

Naissance à Courbevoie.

2013 Entrée à SOS

Médecins.

2015 les Grandes

Gueules (RMC).

2018 Touche pas à mon

poste.

Février 2019

En attendant le docteur

(Flammarion).

9 Septembre 2024

le Mag de la santé

(France 5).

LE PORTRAIT

Par **VIRGINIE BALLEST**
Photo **HENRIKE STAHL**

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75001/04 pour le Paris. Et pour le digital 1275/76/00/04. La habilitation au caractère légal (habilitation des annonces judiciaires et légales est donnée par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 19 novembre 2023). La tarification est la suivante pour les départements de habilitation de LIBÉRATION : Contribution de notices civiles et commerciales : tarif habituel : Société anonyme (SAS) 130 € HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 130 € HT - Société en nom collectif (SNC) 130 € HT - Société en responsabilité limitée (SARL) 130 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SRL) - entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) 130 € HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 200 € HT - LIQUIDATION des sociétés civiles ou commerciales : 100 € HT - LES TARIFS annonces légales au caractère légal (société) (hors contributions et nominations des liquidateurs, cotisations : 75/04/03 (0,222 € HT).

Avis divers

NIDEC LEROY-SOMER HOLDING

Société anonyme au capital de 34 404 565 Euros

SIÈGE SOCIAL : BOULEVARD MARCELLIN LEROY - CS 10015

18615 ANGOULÊME CEDEX 9

671 620 223 RCS ANGOULÊME

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes de la réunion du Conseil d'administration du 27 juillet 2024, il a été décidé de mettre en vente sur le marché les actions de la Société dont les titulaires sont inconnus ou n'ont pas été attestés par les convocations depuis 30 ans révolus, conformément aux articles L. 228-9 et L. 228-10-3 du Code de commerce. Au cours de la réunion du Conseil d'administration du 28 juillet 2024, il a été appelé aux administrateurs la mise en œuvre concrète de cette procédure.

A cet effet, les titulaires d'actions dans la Société sont mis en demeure de se faire connaître et de faire valoir leurs droits dans un délai d'un an à compter de la publication de cet avis.

A défaut, les lots informés qu'à l'expiration de ce délai, les actions seront vendues aux enchères publiques par un notaire. Conformément à l'article L. 228-11 du Code de commerce, la Société tiendra le produit net de la vente des actions à leur disposition pendant dix ans sur un compte bloqué dans l'établissement de crédit suivant : BNP PARIBAS SUB ATLANTIQUE.

Pour avis,

Divers société

AM BAT

SASU au capital de 5000 € Siège social : 7 Place de l'Hôtel de Ville 93500 AULNAY-SOUS-BOIS 93015 ROBINRY 930653795

Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 08/08/2024, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 08/08/2024. Il a été nommé liquidateur M. MUNOZ BASCOU Xavier Alberto demeurant au 13 Rue Pierre Curie 93350 LE BOULET et fixé le siège de la liquidation aux lieux où les documents de la liquidation seront notifiés au domicile du gérant. Mention en sera faite au RCS de SOBGNY.

est habilitée pour toutes vos ANNONCES LÉGALES sur les départements 75-93-94 de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

ACHÈTE Manteau de fourrure, Meubles anciens, Pendules, Horloges, Canifons, Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie, Statuette, Vaseaux, cartes postales, Livres, Machines à coudre, Mirrors, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre, Art asiatique, Violons, Bagagère de luxe, Vieux vins, Objets, médailles, Disques vinyles, Postes de radio, Étain, Cuivre et toutes vos antiquités...

129, rue La Boétie 75008

01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES

33T - 45T - CD

TOUS STYLES

TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock

Musique Classique

Metal - Punk

Soul - Funk - House

World (Afrique, Antilles, Maghreb)

Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous

07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Plaques - Hi-Fi -

Ampli - Câbles - DJ

Jeux Vidéo - Consolles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide

PAIEMENT CASH

ANTIQUITES STEVE

ACHÈTE Manteau de fourrure, Meubles anciens, Pendules, Horloges, Canifons, Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie, Statuette, Vaseaux, cartes postales, Livres, Machines à coudre, Mirrors, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre, Art asiatique, Violons, Bagagère de luxe, Vieux vins, Objets, médailles, Disques vinyles, Postes de radio, Étain, Cuivre et toutes vos antiquités...

129, rue La Boétie 75008

01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90



www.liberation.fr

113, avenue de Choisy,

75013 Paris

tél. : 01 86 47 98 80

contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération

SARL au capital

de 23 243 592 €

113, avenue de Choisy,

75013 Paris

RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire

Presse Indépendante SAS

Copierants

Dov Alton,

Amandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication

Dov Alton

Directeur de la rédaction

Dov Alton

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction

Stéphanie Aubert,

Stéphane Prost,

Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique

Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef

Michel Becquembou (spécial), Frédéric

Benimati (présence), Laure

Bretton (JO), Gilles

Duval (pièces web), Christian

Lesson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints

Lilian Alemagna (France), Anne-Laure

Barret (environnement), Lionel

Charrier (photo), Cécile

Dumas (L), Sonia

Delestanle-Stulper (monde), Fabrice

Drouzy (suppléments), Yann

Duval (Rouss), Matthieu

Ecoffier (jeux), Quentin

Girard (modes de vie), Cédric

Mathiot (checknews), Camille

Peugnot (actu), Didier

Féron (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.liberation.fr

abonnement@liberation.fr

tarif abonnement : 1275/76/00/04

France métropolitaine : 3846

tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITE

Libé plus

113, avenue de Choisy,

75013 Paris

publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle

75015 Paris

tél. : 01 87 39 80 20

annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midt Print (Gallargues), FOF (La Courneuve),

Nancy Print (Nancy), CILA (Herc)

Imprimé en France

ACPM

Membre de l'ACPM,

CPAP : 1125 C 80064,

ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées :

100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° F137/01

Indicateur d'écopapier : F107 0009 kg/t de papier

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail, indiquez le prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5370 MOYEN

		3	4		9			
	4				7	1	8	6
6	7		5	8				
	5	3				6		1
7			4					5
9	8				1	7	4	
			8	7	9		1	2
	1	4	2				7	
		7	1	3	4			

SUDOKU 5370 DIFFICILE

		7	8			3	1	
		3		2	7		8	
5	8			1			2	
7							5	
	3	5			6	7		
							3	
3			5		8	1		
8			9		2			
	6	9		8	1	4		



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

6	7	5	1	8	9	3	2	4
1	8	9	2	3	4	6	7	5
2	9	4	5	6	7	8	1	3
9	6	8	3	5	1	2	4	7
7	5	2	4	6	1	3	9	8
3	4	1	9	7	5	1	5	6
4	6	3	4	1	7	5	2	8
5	1	7	2	3	9	8	6	4
8	2	6	9	5	4	1	3	7

DIFFICILE

2	7	8	4	9	3	1	5	
3	9	4	1	5	7	6	2	8
5	1	8	2	3	6	4	9	7
1	3	5	6	9	2	7	4	8
4	6	9	7	1	5	2	8	3
8	8	3	5	2	1	9	7	4
7	5	1	9	6	4	8	3	2
9	4	2	3	7	8	1	5	6

Faites un don à Libé

➤ Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

➤ Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

➤ Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal :

liberation.fr/don

L'Association Presse et Pluralisme vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une déduction d'impôt égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un don ponctuel ou mensuel via un paiement sécurisé par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.

LUNDI 09

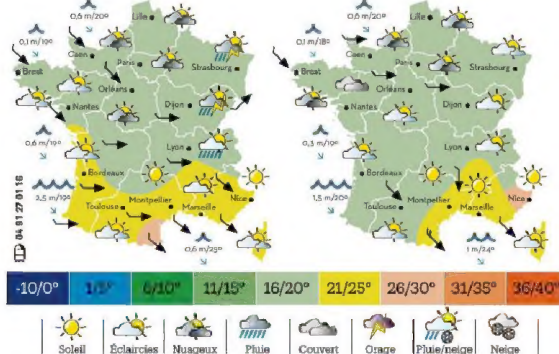
Journée encore bien instable et orageuse, mais le beau temps revient en Méditerranée.

EN SOIRÉE Le temps reste sec autour de la Méditerranée alors que des orages éclatent parfois ailleurs.

MARDI 10

Un temps mitigé continuera de dominer avec quelques averses. Les littoraux seront privilégiés avec un soleil plus présent.

EN SOIRÉE De moins en moins d'averses et d'orages.



Agité Peu agité Calme Port Modéré Faible

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Liège	14	19	Lyon	15	20	Alger	23	28
Caen	15	18	Bordeaux	17	21	Berlin	20	21
Brest	16	17	Toulouse	15	21	Bruxelles	16	19
Nantes	17	20	Montpellier	17	25	Jérusalem	22	30
Paris	16	21	Marseille	18	25	Londres	13	19
Strasbourg	16	21	Nice	18	26	Madrid	13	28
Dijon	15	19	Acaccio	21	24	New York	12	23

